



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

GROUPE SPÉCIAL
MÉDITERRANÉE ET
MOYEN-ORIENT (GSM)

CHANGEMENT ET
CONTINUITÉ DANS LE
GOLFE

Rapport

par **Carlos COSTA NEVES** (Portugal)
Rapporteur

24 septembre 2018 | 187 GSM 18 F rév. 1 fin
(Original : anglais)

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION : UNE RÉGION D'UNE IMPORTANCE CAPITALE EN PROIE AUX TROUBLES	2
II.	L'ARRIVÉE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE DIRIGEANTS ET LE CHANGEMENT DE POLITIQUE INTÉRIEURE DANS LE GOLFE	4
III.	LE GOLFE, L'IRAN ET LES TENSIONS AU SEIN DU CCG	7
IV.	UNITÉ ET RIVALITÉS DANS LE GOLFE ET ÉVOLUTION DE LA RELATION AVEC LES ÉTATS-UNIS.....	11
V.	LA CRISE DU QATAR	14
VI.	LE CONFLIT AU YÉMEN.....	16
VII.	L'OTAN ET LE GOLFE	19
VIII.	CONCLUSIONS	21
	BIBLIOGRAPHIE	24

I. INTRODUCTION : UNE RÉGION D'UNE IMPORTANCE CAPITALE EN PROIE AUX TROUBLES

1. La région du Golfe, dont les traditions culturelles et religieuses semblent analogues d'un point de vue externe, est depuis longtemps rongée par un certain nombre de divisions et de tensions. Compte tenu de son importance stratégique centrale en tant que fournisseur mondial d'énergie, de sa place au cœur du monde islamique, de son importance croissante en tant que plaque tournante maritime et financière et de sa proximité avec plusieurs pays extrêmement instables et déchirés par la guerre (dont le Yémen), ces divisions ont de lourdes conséquences pour la communauté euro-atlantique, qui se doit donc d'y exercer une vigilance soutenue.

2. Depuis peu, les tensions que connaît le Proche-Orient et qui s'étendent jusqu'aux monarchies du Golfe elles-mêmes réapparaissent à la une des journaux. Les changements politiques, sociaux, économiques et culturels malmènent les monarchies en question, lesquelles sont très attachées à leur stabilité, notamment parce qu'une certaine pérennité s'est véritablement révélée difficile à instaurer. Cela fait longtemps que le Golfe est au centre d'affrontements entre grandes puissances et de tensions confessionnelles. Il a été menacé par la guerre et par les invasions et se retrouve tout à la fois incubateur et victime de mouvements terroristes.

3. Par ailleurs, quelques pays du Golfe tendent désormais à faire montre de beaucoup plus d'assurance à l'échelle régionale et mondiale. Ce comportement est un corollaire de leur richesse, mais il reflète aussi une certaine ambition et une évolution de leur perception des risques et des possibilités inhérents à la transformation du système international lui-même. L'Arabie saoudite est le plus puissant des membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Elle nourrit des visées hégémoniques sur la région et veut devenir le leader incontournable du Moyen-Orient élargi. Elle n'est toutefois pas la seule à entretenir de tels projets. Les Émirats arabes unis (EAU) aspirent, eux aussi, à la suprématie, mais sont structurellement plus divisés et bien plus petits que leur voisin saoudien. Ils calquent fréquemment leur attitude sur celle de Riyad, mais si l'occasion se présente, ils n'hésitent pas à s'y opposer. Au contraire, le minuscule Bahreïn est très dépendant des Saoudiens et, conscient de cela, il calque la plus grande partie de sa politique étrangère sur la leur. Le Qatar, lui, se démarque délibérément : par exemple, il s'est prononcé en faveur du printemps arabe de 2008 et a condamné l'intervention de l'Arabie saoudite et des EAU au Yémen. Cela lui a valu de se retrouver isolé, mais il continue à défendre une politique indépendante sur toute une série de questions de sécurité régionale. Il commande *l'Al-Jazeera Media Network*, chaîne de télévision très influente qui dispose de 80 bureaux dans le monde et qui est souvent perçue comme une opposition d'un genre nouveau dans la région. À l'instar du Koweït, le Qatar voudrait exercer une fonction de médiateur et favorise volontiers le dialogue avec un certain nombre d'opposants politiques dans la région, qui pour la grande majorité ne sont plus les bienvenus dans leur pays d'origine.

4. La région du Golfe dans son ensemble est désormais en mesure de jouer un rôle plus marquant sur la scène internationale, notamment parce que quelques-unes des puissances historiques dans la région – l'Égypte, la Syrie et l'Iraq – sont rongées par les dissensions politiques internes, le terrorisme et même, pour ce qui est de la Syrie et de l'Iraq, la guerre civile. Enfin, l'impression que les États-Unis s'intéressent moins aux pays du Golfe a donné d'autant plus de sens à cet élan (Wahba, 2017).

5. Le Golfe est aussi l'une des régions les plus riches au monde en raison de ses ressources pétrolières et gazières. Pourtant, sa capacité à influencer les marchés énergétiques mondiaux au travers de l'OPEP s'est affaiblie avec l'augmentation de la production énergétique des pays non membres de cette organisation. Le changement de dynamique des marchés énergétiques mondiaux va en s'accéléralant alors que les pays développés se tournent de plus en plus vers les énergies renouvelables, toujours plus concurrentielles face aux hydrocarbures. Par ailleurs, les États-Unis sont en train de mener une véritable révolution sur le plan de la fracturation hydraulique, qui a entraîné une hausse spectaculaire de la production gazière et pétrolière du pays. L'OPEP n'a donc

plus le même poids qu'avant. Ces quelques dernières années, l'arrivée de nouveaux concurrents a contribué à faire baisser les prix, encore que l'annonce de sanctions états-uniennes à l'encontre de l'Iran a permis une contraction des marchés pétroliers, le prix du baril approchant les 80 dollars US à la fin du mois de mai 2018 (Slav, 2018). Par ailleurs, les stocks de pétrole commencent certes à diminuer, mais une nouvelle hausse de la production américaine pourrait encore une fois contribuer à faire baisser les prix.

6. De tous les défis auxquels est confrontée la région du Golfe, ce changement de dynamique des marchés énergétiques mondiaux pourrait se révéler le plus difficile à gérer. Dans une certaine mesure, une nouvelle génération de dirigeants, notamment en Arabie saoudite et dans les EAU, commencent à comprendre à quel point il est désormais crucial d'anticiper ce qu'il adviendra de l'économie de la région une fois la manne pétrolière tarie, même si cela n'arrivera pas avant plusieurs décennies. Des années de dépendance excessive vis-à-vis des exportations énergétiques ont laissé ces économies sensibles aux évolutions de la demande et des cours mondiaux. Cet état de dépendance a suscité en retour un sentiment d'autosatisfaction économique et sociale dont les pays du Golfe admettent désormais qu'il pose problème. Ces pays sont confrontés à des pressions économiques sans précédent et doivent réduire les dépenses publiques pour mieux se protéger des aléas de la fluctuation des cours du pétrole et du gaz. Mais en procédant ainsi, ils risquent de mettre à mal une vieille pratique consistant à se servir de ces dépenses pour acheter un consensus social et même une légitimité politique élémentaires. D'un autre côté, une telle pratique semble impossible à préserver d'un point de vue fiscal. Aux EAU, par exemple, les pouvoirs publics ont réduit leurs dépenses en sabrant dans les subventions pétrolières. Les impôts ont également été augmentés pour rendre le budget de l'État plus facilement maîtrisable à long terme. Les EAU et l'Arabie saoudite ont simultanément introduit en janvier 2018 une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour élargir les assiettes fiscales des deux pays au-delà des marchés énergétiques (CIA World Factbook, 2017). Cela marque un tournant majeur qui s'inscrit dans des stratégies à plus long terme visant à répondre à des défis économiques cruciaux.

7. Cette diversification économique accrue est devenue une sorte de leitmotiv pour toute la région du Golfe. Toutefois, le passage d'une économie tributaire de l'énergie à une économie largement diversifiée n'est pas un processus aisé. Si un système politique très centralisé et fermé où les citoyens sont soumis à de fortes contraintes est assurément en mesure d'administrer des enclaves exportatrices de pétrole, il n'est pas spécialement adapté à la gestion d'une économie au XXI^e siècle, largement diversifiée et fondée sur les services et l'innovation. Le passage d'un type de système économique à un autre implique forcément des changements politiques et sociaux fondamentaux. Les dirigeants des pays concernés se sont donc en quelque sorte retrouvés dans une impasse. Certes, ils reconnaissent la nécessité de procéder à des réformes et, à divers degrés, souscrivent à cette idée, mais ils craignent de perdre leur mainmise sur le pouvoir et s'inquiètent de la nature fragile des sociétés sur lesquelles ils règnent. Ils redoutent les tensions régionales, sociales, confessionnelles et ethniques, ou encore, les tensions entre classes sociétales que pourrait provoquer un changement économique généralisé. Ils sont aussi préoccupés par l'ordre sécuritaire de la région dans son ensemble et, notamment, par la question iranienne et la menace terroriste.

8. Le Golfe est, d'un point de vue géostratégique, une région morcelée et manque de l'unité requise pour former une véritable alliance entre les États de la péninsule. En 1981, quelques mois après la révolution iranienne, ces États avaient créé le CCG pour favoriser un resserrement des relations économiques et sécuritaires dans la péninsule arabique et mettre en place un contrepoids au régime révolutionnaire de Téhéran. Le CCG se compose de Bahreïn, du Koweït, d'Oman, du Qatar, de l'Arabie saoudite et des EAU. À leur sommet annuel, ses membres font le point sur la coopération économique et la situation dans la région. Le Conseil n'a jamais eu le caractère d'une authentique alliance : il s'agit là plutôt d'un forum où les gouvernements et les États de la région peuvent s'entretenir de leurs principales préoccupations et échanger leurs points de vue respectifs dans de multiples domaines. Les efforts déployés pour resserrer les liens entre ses membres, telle la désignation d'un conseil monétaire chargé de créer une monnaie unique, n'ont pas donné les résultats escomptés. Le CCG a toutefois adopté un accord de sécurité intérieure, lequel prévoit une

coordination plus étroite des politiques de surveillance et, précisément, de sécurité intérieure, ainsi que le partage d'informations. L'accord a également créé une force permanente ayant pour mission de dissuader une éventuelle agression militaire contre tout membre du CCG ou d'y riposter. Cette force en était à ses balbutiements au moment de l'invasion et de l'occupation du Koweït en 1990 et 1991, bien que certains de ses éléments aient pris part à la libération du pays en 1991. Elle a par ailleurs été déployée pour soutenir le gouvernement de Bahreïn durant les soulèvements de 2011, bien qu'Oman et le Koweït se soient abstenus de participer à cette opération controversée. Le CCG apparaît donc davantage comme un centre de consultations et de coordination que comme une véritable alliance. Aussi le récent appel de M. Trump en faveur de la constitution d'une alliance sur le modèle de l'OTAN entre les pays du Golfe correspond-il plus à un désir qu'à une réalité (Rogin, 2017). Pour l'instant, les conditions requises à cet effet ne sont pas réunies, en illustre de manière éloquent la crise suscitée par la question du Qatar.

II. L'ARRIVÉE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE DIRIGEANTS ET LE CHANGEMENT DE POLITIQUE INTÉRIEURE DANS LE GOLFE

9. L'un des facteurs actuels de dynamisme dans le Golfe provient de l'émergence d'une génération de jeunes dirigeants énergiques en Arabie saoudite et dans les EAU. Bien que la première soit, socialement et politiquement parlant, bien plus conservatrice que la seconde, cette nouvelle génération semble œuvrer en faveur d'une modernisation dans les limites de la réalité politique, sociale et religieuse du pays. Le dynamique prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, ministre de la défense, a lancé une série de réformes d'une ampleur limitée qui pourraient influencer sur diverses questions touchant à l'économie, au tourisme et aux droits des femmes. En dépit de ces réformes, les dissidents saoudiens restent victimes de répression dont des incarcérations de longue durée voire pire (Human Right Watch, Arabie saoudite).

10. Préoccupé par la perspective d'un retrait des États-Unis de la région, Mohammed ben Salmane prône également une politique étrangère et de défense plus active. Il a été le principal artisan de l'intervention de l'Arabie saoudite au Yémen. Pour galvaniser l'économie de la région, il cherche à créer une nouvelle zone économique allant de l'Arabie saoudite à l'Égypte et la Jordanie. On ne sait pas vraiment jusqu'où il sera en mesure de pousser ce programme de réformes. Il se heurtera probablement à des résistances sur de nombreux fronts, y compris de la part des autorités religieuses conservatrices et de Saoudiens qui profitent amplement des largesses du trésor public. Il est révélateur que la colère des fonctionnaires ait récemment contraint le gouvernement à renoncer à son projet visant à réduire leurs avantages. Asséoir le budget de l'État sur une base plus durable, restructurer l'économie, accorder aux femmes davantage de libertés et réduire l'influence des puissants dignitaires religieux wahhabites, ultra-traditionalistes, risquent de s'avérer très difficile dans une société où les partisans de la tradition résistent depuis longtemps au changement et à la modernisation.

11. S'il ne gouverne pas formellement le pays, Mohammed ben Zayed al-Nahyan, le prince héritier des EAU, a lui aussi contribué à doter son pays d'une ambition régionale et à l'engager sur la voie d'une modernisation plus rapide, de la réforme sociale et de la diversification économique et énergétique. Troisième fils de Zayed ben Sultan al-Nahyan (le premier président des EAU), il est l'actuel numéro un d'Abou Dhabi. Diplômé de l'Académie royale militaire de Sandhurst au Royaume-Uni, il est désormais commandant suprême en second des forces armées. Les dirigeants émitatis ont clairement conscience qu'ils sont placés là pour partager l'expérience des réformes avec leurs interlocuteurs saoudiens et que cela pourrait marquer un tournant dans l'histoire des deux pays. Bien qu'ils ne forment pas une démocratie, les EAU ont construit une société nettement plus ouverte, cosmopolite et pluraliste que celle de l'Arabie saoudite et, ces dernières décennies, la diversification de son économie a connu davantage de succès.

12. Les EAU semblent avides de préparer leur société au siècle qui vient. Par exemple, ils ont créé un ministère de l'intelligence artificielle et un ministère du bonheur. Ils ont investi massivement dans les technologies qui sous-tendent la « quatrième révolution industrielle » ; ils s'efforcent en outre de porter les normes éducatives à un niveau très élevé, pour les hommes comme pour les femmes, l'objectif étant de jeter les fondements d'une économie de la connaissance plutôt que d'une économie reposant sur l'énergie. Les revenus de la production énergétique centrée sur les hydrocarbures représentent actuellement 30 % du produit national brut (PNB) et il s'agit de réduire encore cette part en développant l'économie dans d'autres directions. Les EAU œuvrent activement en faveur de solutions recourant aux énergies renouvelables pour répondre à la demande nationale et, bien entendu, internationale. Dans le domaine de l'énergie solaire, la technologie progresse rapidement et il est devenu moins coûteux de produire de l'électricité solaire dans la région que d'utiliser du charbon à cet effet. Le pays se hâte d'accroître ses capacités dans ce secteur industriel prometteur et finance de grands programmes de recherche visant à mettre au point de nouvelles sources d'énergie renouvelable et de nouvelles efficacités énergétiques. Ce n'est pas un hasard s'il abrite l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) à Masdar City, qui a été conçue comme un espace urbain moderne fonctionnant aux énergies renouvelables. Malgré cette évolution positive, les EAU n'est pas un État démocratique et les dissidents peuvent faire l'objet d'arrestations et d'emprisonnements de manière tout à fait arbitraire. Ils présentent, comme plusieurs de leurs voisins, un bilan médiocre en matière de protection des droits élémentaires des travailleurs domestiques (Human Rights Watch ; EAU, 2018).

13. Dans les EAU, où la société chérit profondément ses traditions, quelques changements positifs sont pourtant en gestation ; cela a eu des conséquences non négligeables pour les femmes qui assument ces dernières décennies d'importantes fonctions sur la scène politique, économique et universitaire. Le gouvernement actuel compte huit femmes ; c'est également une femme qui préside le Conseil national fédéral. Il s'agit là d'une reconnaissance explicite du fait que les EAU ne peuvent prospérer sans un avancement économique des femmes, même si les dirigeants ont soin de respecter les traditions culturelles et religieuses du pays (AP-OTAN, visite à Abu Dhabi). Le traitement des citoyennes émiraties et celui des travailleuses immigrées présentent toutefois d'énormes disparités.

14. En juin 2013, Tamim ben Hamad al-Thani est devenu le 8^e émir du Qatar et le plus jeune monarque régnant dans la région du Golfe. Lui aussi veut moderniser l'État, l'économie et la société par une réforme administrative. Il a mis en chantier un programme visant à transformer de fond en comble les infrastructures du pays grâce à des investissements massifs financés en partie par les recettes énergétiques et a fait de la diversification économique une priorité absolue. Toutefois, les positions qu'il a adoptées en politique étrangère - dont ses manifestations de soutien à l'égard des rebelles dans la guerre civile en Syrie, des Frères musulmans et du précédent gouvernement égyptien de Mohamed Morsi - l'ont rendu impopulaire auprès de ses voisins du Golfe. Ces prises de position lui ont valu l'inimitié durable des autorités égyptiennes en place. Les liens étroits qui unissent le Qatar aux Frères musulmans, ses relations avec certains groupes islamistes opérant au Proche-Orient et son financement de la chaîne Al-Jazeera ont suscité des tensions avec l'Arabie saoudite, Bahreïn, les EAU et l'Égypte. En 2014, le cheikh al-Thani a reconduit un important accord bilatéral de défense avec les États-Unis ; cet accord autorise l'implantation du centre d'opérations aériennes interarmées sur la base aérienne d'al-Oudeid. Un certain nombre de représentants alliés sont affectés à cette installation de grande importance (AP-OTAN, mars 2018).

15. Malgré l'introduction de quelques améliorations en matière de défense des droits humains, le Qatar – tout comme ses voisins – n'est pas une démocratie au sens occidental du terme. Il semble toutefois que ce pays adhère à plus grand pluralisme et des progrès ont été enregistrés, par exemple en reconnaissant l'importance du rôle joué par les non ressortissants dans le développement économique du pays. Craignant une surveillance internationale plus attentive en vue de la coupe du monde de football, le gouvernement a adopté une loi sur la protection des droits des travailleurs domestiques, qui sont nombreux dans le pays ; cependant, cette loi n'est pas entièrement conforme à la convention de l'OIT (Organisation internationale du travail) sur les travailleuses et travailleurs

domestiques. Les autorités de Doha ont en outre signé avec l'OIT un accord de coopération technique par lequel elles s'engagent à mieux protéger les travailleurs immigrés. Selon *Human Rights Watch*, les lois sur le statut personnel et sur la nationalité continuent à discriminer les femmes (Human Rights Watch ; Qatar, 2018).

16. Bahreïn est gouverné par le roi Hamed ben Issa al-Khalifa, un ancien ministre de la défense (de 1971 à 1988). De tous les membres du CCG, c'est celui qui a été le plus touché par le printemps arabe de 2011. La situation était très tendue dans ce petit pays où une élite sunnite régente une majorité chiite, ce qui a toujours été source d'insécurité. Face à un vaste mouvement de protestation de l'opposition essentiellement chiite, les cercles gouvernementaux se sont sentis menacés dans leur existence ; l'Arabie saoudite voisine, qui abrite également une forte minorité chiite, a eu la même réaction. Le roi a donc été instamment prié de réprimer ce mouvement, ce qu'il a fait avec l'aide de 1000 soldats saoudiens et 500 soldats émiratis, entrés dans le pays le 14 mars 2011 pour participer à la répression des manifestations. Il a ensuite décrété l'état d'urgence à l'échelon national et instauré la loi martiale pour trois mois. Le printemps arabe a donc été à l'origine d'un conflit au Bahreïn, conflit qui aurait fait 164 morts et conduit à plus de 2 000 incarcérations. Ces événements ont conforté l'Arabie saoudite et les EAU dans leurs craintes vis-à-vis de ce soi-disant printemps arabe et justifié leur profonde méfiance devant l'ampleur et la vitesse à laquelle ce mouvement s'est propagé au Moyen-Orient élargi.

17. Il n'est pas surprenant que ces tensions sur la scène politique intérieure aient conduit à une détérioration de la situation en matière de droits humains à Bahreïn. Depuis, la liberté de réunion n'existe plus que sur papier et les arrestations sommaires d'opposants, voire de membres de leurs familles sont courantes. Des centaines de personnes – dont des militants politiques, des journalistes et des avocats – ont été déchues de leur nationalité et expulsées pour avoir exprimé un avis dissident sur la situation politique (Human Rights Watch, Bahreïn, 2018).

18. Le Koweït est dirigé par la dynastie al-Sabah depuis le XVIII^e siècle, encore que le Royaume-Uni ait pris en charge sa politique extérieure et sa politique de sécurité de 1899 à 1961. Dans ces deux domaines, précisément, la politique koweïtienne est fortement influencée par la première guerre du Golfe, lorsque le pays a été attaqué et occupé par l'Iraq en 1990. Il a été libéré par une coalition placée sous commandement américain, mais il a subi d'énormes dégâts, dont la destruction de ses infrastructures pétrolières, d'une importance vitale. Les al-Sabah sont revenus au pouvoir en 1991 et ont rétabli l'Assemblée nationale. Le pays a aussi connu une période d'instabilité pendant le printemps arabe de 2010-2011 : les *bidoun* (sans nationalité) et les Bédouins apatrides ont manifesté pour obtenir un statut de citoyen et plus d'équité sur le plan économique. Cela a conduit le premier ministre à modifier la loi électorale qui, jusque-là, réservait un traitement discriminatoire aux Bédouins. Depuis son arrivée au pouvoir, en 2006, l'émir Sabah IV (Sabah al-Ahmed al-Jaber al-Sabah) a dissous l'Assemblée nationale à sept reprises, ce qui reflète une certaine instabilité intérieure.

19. Comme les autres pays du Golfe, le Koweït ne transige pas avec l'opposition politique et des restrictions sont imposées à la liberté d'expression et au militantisme politique, ainsi qu'il faut s'y attendre dans une société qui n'est pas organisée sur le mode démocratique. Les travailleurs immigrés sont particulièrement exposés et l'on rapporte de nombreux cas d'abus, de travail forcé et d'expulsions sans jugement. On compte aussi quelque 100 000 Bédouins apatrides dans le pays ; jusqu'ici, le dossier de leur demande d'obtention de la citoyenneté n'a guère avancé. Cette communauté fait l'objet de graves discriminations, surtout depuis l'invasion iraquienne (Human Rights Watch, Koweït, 2018).

III. LE GOLFE, L'IRAN ET LES TENSIONS AU SEIN DU CCG

20. Les monarchies du Golfe ont, à divers degrés et à l'exception partielle du Qatar, désigné l'Iran comme leur premier ennemi. Elles sont convaincues que l'Iran cherche activement à exporter sa révolution en interférant systématiquement dans les affaires intérieures de ses voisins et qu'il est déterminé à fabriquer des armes nucléaires. Elles l'accusent aussi de recourir à des intermédiaires pour servir ses ambitions confessionnelles et stratégiques à l'encontre de leurs propres intérêts. Elles se sentent encerclées par l'Iran et ses relais au Liban, en Syrie, en Iraq et au Yémen. Elles promeuvent ainsi une autre vision stratégique pour la région et fournissent des fonds, des armes et, le cas échéant, des forces armées pour faire face à la menace iranienne. Les préoccupations que l'Iran suscite chez elles – notamment en Arabie saoudite et dans les EAU – ont également modelé leur vision de la région dans son ensemble. Cette vision est sous-tendue par une nouvelle théorie des dominos en vertu de laquelle l'issue de tel ou tel conflit local peut d'une manière ou l'autre conférer aux Iraniens un avantage stratégique, fût-il minime. L'Arabie saoudite estime exercer un rôle de leader dans les efforts destinés à endiguer l'Iran, et c'est essentiellement ce qui façonne sa stratégie vis-à-vis du Moyen-Orient élargi, voire de l'Afrique du Nord.

21. La question iranienne est ainsi devenue une sorte d'épreuve de vérité pour la région et a mis au jour des tensions sous-jacentes entre les monarchies du Golfe, de même que leurs intérêts communs. Ces failles transversales sont caractéristiques de la complexité de la région et de la nature des régimes monarchiques qui dominent la politique dans la péninsule.

22. Cela dit, même la ligne de conduite adoptée par les pays de la région vis-à-vis de l'Iran est loin d'être homogène. L'approche beaucoup moins radicale du Qatar est en partie conditionnée par le fait qu'il partage avec l'Iran un gigantesque gisement gazier. Aussi se sent-il tenu de gérer prudemment ses relations avec Téhéran afin de préserver son accès à cette source vitale de richesse nationale.

23. Par ailleurs, le pays connaît peu de tensions ethno-sociales internes et pense pouvoir franchir aisément et en toute confiance les failles qui caractérisent la région. Contrairement à l'Arabie saoudite et à Bahreïn, par exemple, il ne compte pas de grande communauté chiite. Cette confiance s'exprime sans doute davantage dans son parrainage de l'empire médiatique d'Al-Jazeera et dans son soutien à plusieurs mouvements en Égypte, en Libye, en Syrie, à Gaza et au Yémen. Tous ces facteurs ont provoqué de graves tensions entre le Qatar et ses voisins du Golfe et ont incité l'Arabie saoudite à prendre diverses mesures pour tenter de faire rentrer ce pays dans le rang ; la dernière en date étant un embargo total, qui a eu pour seul résultat d'obliger le pays à resserrer encore ses liens avec Téhéran, tout bonnement pour pouvoir garantir sa survie économique.

24. Les conséquences de ces tensions se font ressentir au-delà de la région du Golfe. Les États-Unis et leurs alliés européens voient d'un mauvais œil les divisions entre pays du Golfe, car elles compliquent encore une situation stratégique déjà épineuse. Elles débouchent en outre sur de nouveaux équilibres stratégiques qui pourraient avoir des retombées inattendues. Le Qatar s'est maintenant aligné plus étroitement sur la Turquie, qui, elle aussi, cherche à jouer un rôle plus actif dans la région et à apporter ses propres contributions à la stabilité de celle-ci. De fait, en 2014, les autorités turques ont établi une base militaire au Qatar qui a pour but de former les forces armées qataries. Qui plus est, la plus grande base militaire américaine au Moyen-Orient se trouve également au Qatar. Dans un sens, la présence de forces appartenant à ces protagonistes majeurs aide à contenir les tensions régionales, mais un pays comme les États-Unis ne souhaite pas être mêlé aux rivalités opposant ses partenaires du Golfe.

25. Le Koweït est géographiquement plus proche de l'Iran que ses partenaires du CCG et un tiers de sa population est de confession chiite, deux raisons pour lesquelles il fait, lui aussi, preuve de retenue dans ses relations avec l'Iran et tente activement d'apaiser les tensions au sein du Conseil. En décembre 2017, il a accueilli dans sa capitale le 38^e sommet du CCG. Celui-ci s'est conclu un jour plus tôt que prévu pour cause de tensions. Le ministre des affaires étrangères du Koweït, le

cheikh Sabah Khaled al-Sabah, avait publiquement espéré que ce sommet préparerait le terrain à une réconciliation avec le Qatar, même si ce point ne figurait pas à l'ordre du jour.

26. Le Koweït entretient donc des relations complexes avec l'Iran, qui a mené une longue guerre contre l'Iraq de Saddam Hussein. Ultérieurement, celui-ci a occupé le Koweït durant ce que l'on a appelé la première guerre du Golfe. Il s'ensuit que les Koweïtiens et les Iraniens partagent dans une certaine mesure un point de référence. Il est intéressant de noter que la communauté chiite koweïtienne a joué un rôle de premier plan dans la résistance face à l'envahisseur iraquien. Mais des attentats ont également été perpétrés par des terroristes chiites au Koweït pendant la guerre irano-iraquienne (1980-1988). Le soutien apporté par Téhéran à un mouvement missionnaire chiite au Koweït a suscité quelques tensions. Mais en 1990 et 1991, lorsque l'Iraq a envahi puis occupé le pays, la communauté chiite a joué un rôle majeur dans la résistance, ce qui a contribué à un approfondissement de son intégration dans la société koweïtienne. Depuis lors, le Koweït tente d'assimiler sa communauté chiite dans ses structures politiques et économiques. Une forme de solidarité sociale a ainsi fait son apparition, qui a eu pour effet de réduire les tensions potentielles sur le plan confessionnel, tout en permettant au gouvernement d'afficher un certain degré de confiance dans ses rapports avec l'Iran, même si cela ne s'est pas toujours bien passé. En 2016, les autorités koweïtiennes n'ont pas rompu leurs relations avec Téhéran après l'exécution de l'ayatollah saoudien Nimr Baqer al-Nimr par les Iraniens, ni lorsque ces derniers s'en sont pris à des missions diplomatiques de l'Arabie saoudite en Iran. Elles ont aussi usé de leur position particulière pour jouer un rôle de médiation au Yémen. En 2017, l'émir Sabah IV a appelé le président iranien Hassan Rohani à entamer un dialogue stratégique afin d'apaiser les tensions dans la région. En janvier 2017, le ministre des affaires étrangères du Koweït, cheikh Sabah al-Khaled al-Sabah s'est rendu en Iran, porteur d'une lettre de l'émir invitant les Iraniens à jeter les fondations d'un dialogue avec le CCG. Son homologue iranien, Javad Zarif, a fait une réponse positive. Mais, finalement, la démarche n'a guère donné de résultats, faute d'accord avec Riyad. En juillet 2017, les autorités koweïtiennes ont expulsé 15 diplomates iraniens et écrit une lettre de protestation formelle au Liban quand elles ont appris que les membres d'une cellule terroriste qui cherchait à entreposer des armes au Koweït étaient entraînés par le Hezbollah libanais et les Gardiens de la révolution islamique (Ulrichsen, 2017).

27. Les EAU voient les choses d'un autre œil en ce qui concerne l'Iran. Ils revendiquent que celui-ci occupe trois de leurs îles : Abou Moussa, la Grande Tunb et la Petite Tunb. À l'évidence, cela constitue un grave obstacle aux relations avec Téhéran. Pour leur part, les autorités iraniennes dénoncent la présence de troupes françaises dans les Émirats et l'étroite coopération que ces derniers entretiennent avec d'autres forces armées occidentales. Les EAU ont rejoint l'Arabie saoudite sur le théâtre des opérations au Yémen ; selon eux, le conflit qui s'y déroule a pour objectif de contrer l'Iran dans ses manœuvres pour exercer son hégémonie sur toute la région. À Dubaï, on dénombre une présence iranienne significative (environ 8 000 commerçants ou sociétés) et cette communauté cultive des bonnes relations économiques avec son pays, ce qui rend les relations avec Téhéran d'autant plus complexes.

28. Bahreïn est un petit État insulaire relié à l'Arabie saoudite par une étroite bande de terre. Il dépend beaucoup de son imposant voisin, mais il doit aussi s'accommoder du paradoxe manifeste que constitue la présence d'une famille régnante sunnite à la tête d'un pays majoritairement chiite. Une telle situation est une source d'insécurité et Manama épouse généralement de très près la position de Riyad pour ce qui concerne les questions liées à l'Iran. Bahreïn conteste la mainmise du Qatar sur les Îles Hawar et sur la ville de Zoubara, vieux litige redevenu d'actualité à la faveur de la crise qatarie.

29. Le sultanat d'Oman, qui se trouve en face de l'Iran, de l'autre côté du détroit d'Ormuz, mène une politique de stricte neutralité et s'emploie donc à cultiver des relations pacifiques avec l'ensemble de ses voisins, Iran compris. Tout comme le Koweït, il se retrouve souvent à jouer le rôle d'intermédiaire diplomatique entre l'Iran et l'Arabie saoudite (Goujon, 2017).

30. Pour sa part, l'Iran nourrit l'ambition stratégique de jouer un rôle décisif dans les mondes islamique et arabe par ses relations avec les groupes chiites et certains groupes sunnites radicaux. Il a aussi établi dans toute la région une présence militaire puissante qui a incontestablement modelé à son avantage le paysage géostratégique du Moyen-Orient élargi. Il considère l'Arabie saoudite et les États-Unis comme les principaux obstacles à ses ambitions, ce qui influe manifestement sur une myriade d'éléments constitutifs de sa politique étrangère et de sa politique de défense. Quant aux États-Unis et à l'Arabie saoudite, ils considèrent l'Iran comme la principale menace pour la sécurité régionale. Sans surprise, l'Arabie saoudite, Bahreïn et les EAU se sont tous montrés très critiques du résultat des négociations sur le nucléaire du P5+1 (Chine, France, Russie, Royaume-Uni, États-Unis et Allemagne) avec l'Iran, lesquelles ont débouché sur le Plan d'action global commun (JCPOA). Par conséquent, ils se sont réjouis que Donald Trump reprenne certains des arguments qu'ils avaient eux-mêmes avancés pour dénoncer cet accord et ont, d'une façon générale, approuvé la récente décision de l'administration américaine de s'en retirer et de rétablir le régime de sanctions.

31. Mais dans la région, les points de vue ont été nuancés. L'Arabie saoudite et Bahreïn incarnent la ligne la plus dure à l'encontre de Téhéran. Les dirigeants saoudiens continuent de considérer l'Iran comme un obstacle direct à leur propre ambition : devenir les « courtiers du pouvoir » dans la région. Ils estiment avec leurs homologues émiratis que le JCPOA n'a modifié en rien le comportement des Iraniens, à commencer par l'agressivité qu'ils manifestent dans leur politique régionale. Selon eux, la gestion iranienne reste extrêmement agressive et ambitieuse. L'Iran continue à travailler sur des technologies de missiles balistiques qui pourraient, un jour ou l'autre, être utilisées pour le déploiement d'armes nucléaires et aspire assurément à se doter de l'arme nucléaire en dépit des engagements auxquels elle a souscrit en signant le JCPOA.

32. Dans le prolongement de la décision de Washington, les Saoudiens se sont dits prêts à travailler avec les États-Unis et la communauté internationale pour régler la question des programmes nucléaire et balistique iraniens et apporter leur soutien aux mouvements militants de la région. En mars dernier, Mohammed ben Salmane a déclaré que l'Arabie saoudite se doterait « sans le moindre doute » de l'arme nucléaire si l'Iran en faisait de même (Reuters, 2018). Par contraste, le sultanat d'Oman et l'émirat de Dubaï ont vu dans cet accord nucléaire une occasion de relancer des échanges mutuellement profitables avec l'Iran. Quant au Qatar et au Koweït, s'ils s'inquiètent de la puissance militaire iranienne, cela fait déjà longtemps qu'ils prônent une désescalade des tensions avec ce pays.

33. La plupart des gouvernements de la région continuent à surveiller de près les efforts répétés de l'Iran pour s'immiscer dans les affaires intérieures des États du Golfe, y compris en se livrant à des trafics d'armes et en maintenant son aide à des relais tels que le Hezbollah au Liban et en Syrie, à la milice chiite en Iraq et aux rebelles houthistes au Yémen. Ils qualifient de fort préoccupante la poursuite des interventions de l'Iran en Iraq, en Syrie et au Liban. Cette appréhension est un moteur essentiel de politique étrangère, notamment pour l'Arabie saoudite et les EAU. En novembre 2017, par exemple, l'Arabie saoudite a mis une pression énorme sur le premier ministre libanais, Saad Hariri, pour le forcer à démissionner en raison de la présence persistante du Hezbollah au sein de la coalition au pouvoir dans le pays. Dans des circonstances encore à ce jour mystérieuses, Saad Hariri a lu sa lettre de démission à Riyad, démission sur laquelle il est revenu par la suite. Mais la réaction du Liban a été celle d'un ressentiment collectif face à l'ingérence saoudienne. Simultanément, la Ligue des États arabes a convoqué une réunion d'urgence et décidé de déclarer le Hezbollah « organisation terroriste ». Paradoxalement, cela a aligné sa position sur celle d'Israël (Gardner, 2017) et c'est donc sans surprise que l'on a appris l'existence de contacts de haut niveau entre plusieurs responsables des pays du Golfe et le gouvernement israélien sur certaines questions d'intérêt commun (Zakheim, 2017).

34. Il y a une certaine réticence à placer ouvertement cette rivalité entre les pays du Golfe et l'Iran sur le plan confessionnel, même si la religion est souvent utilisée avec subtilité comme facteur de mobilisation. Les États du Golfe ont tendance à affirmer qu'ils ont un problème avec le régime iranien mais pas avec le peuple iranien en tant que tel. Des spécialistes du Golfe estiment que les

manifestations contre le gouvernement qui ont eu lieu récemment dans près de 60 villes iraniennes attestent d'un profond mécontentement de la population à l'égard du régime, mécontentement alimenté par l'absence de libertés civiles et une situation économique médiocre. Toutefois, les forces de sécurité iraniennes ont pu, par des mesures de sécurité renforcées, étouffer rapidement ces manifestations, qui pour la plupart sont apparues de manière spontanée et n'étaient pas véritablement encadrées.

35. Contrairement à l'administration Obama, M. Trump a choisi de ne pas faire de distinction entre les groupes réformistes proches du président Hassan Rohani et les factions plus radicales alignées sur les mollahs les plus conservateurs et les plus hostiles à l'Occident. Il se trouve ainsi en porte-à-faux avec de nombreux gouvernements européens qui estiment que ces distinctions sont importantes. L'approche de Barack Obama a eu des répercussions négatives dans le Golfe, entraînant une dégradation des relations entre l'Arabie saoudite et les États-Unis. Le changement de cap de la politique américaine sous la présidence Trump a généralement été bien accueilli par les monarchies du Golfe et, singulièrement, à Riyad et dans les EAU, bien qu'il fasse l'objet de fortes réserves en Europe, d'autant que les États-Unis n'ont pas présenté de stratégie susceptible de relever le défi nucléaire dans le prolongement de leur retrait du JCPOA.

36. Des preuves tangibles attestent que l'Iran respectait bien les termes du JCPOA, comme vérifié par l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et reconfirmé par la communauté du renseignement états-unienne. En refusant de recertifier l'accord puis en le dénonçant carrément, M. Trump a invoqué toute une série d'actions perpétrées par l'Iran, dont la crise des otages de 1979.

37. Les dirigeants européens assurent partager les préoccupations des États-Unis au sujet du programme balistique de l'Iran et, plus généralement, vis-à-vis du Moyen-Orient, mais ils ne trouvent pas que cela justifie la dénonciation du JCPOA, lequel, font-ils valoir, se concentre très précisément sur la prévention de l'élaboration d'armes nucléaires par l'Iran et sur la mise en place d'un régime d'inspections destiné à garantir le respect de l'accord. En Europe comme ailleurs, on craint implicitement que tourner le dos au JCPOA ne compromette l'effet de levier procuré à la communauté internationale dans le cadre des négociations avec la Corée du Nord sur les questions nucléaires. Une renonciation au JCPOA pourrait ainsi dissuader la Corée du Nord d'accepter de poser des limites à son propre programme nucléaire car elle pourrait argumenter que ce genre d'accord peut tout bonnement être démantelé une fois qu'il serait signé. Les milieux européens prennent très au sérieux cette question de crédibilité et c'est l'une des raisons pour lesquelles la décision de M. Trump au sujet du JCPOA a été si mal accueillie.

38. Les préoccupations européennes concernant cette décision sont aussi de nature commerciale. L'administration Trump a annoncé qu'elle décréterait à nouveau des sanctions commerciales contre l'Iran et contre les compagnies non américaines qui feraient des affaires avec ce pays, sauf dérogation à titre exceptionnel. Les compagnies européennes qui choisiraient de continuer à commercer avec les Iraniens seraient interdites d'accès au système financier états-unien. Si des sanctions extraterritoriales de ce genre venaient à être infligées à des compagnies européennes, elles susciteraient une vive riposte de la part de l'Europe, ce qui pourrait encore compliquer les relations transatlantiques. Il n'est pas inintéressant de noter que la chancelière allemande et le président français ont récemment consulté M. Poutine à ce propos, bien que le président russe soit devenu un paria depuis l'agression de la Géorgie et de l'Ukraine par la Russie (Chazan, 2018). L'Union européenne est en train de préparer un ensemble de mesures destinées à protéger les compagnies européennes des retombées des sanctions américaines, encore que, selon toute vraisemblance, cela ne suffira pas : nombreuses sont les grandes multinationales européennes qui sont beaucoup trop dépendantes du marché américain pour risquer de s'attirer des sanctions à cause de l'Iran. Sur le plan politique, le problème prend la tournure d'une source majeure de tensions transatlantiques. Ainsi, le ministre français des finances, Bruno Le Maire, a récemment déclaré que l'Europe n'accepterait pas d'être traitée comme une vassale des États-Unis. D'autres dirigeants européens cherchent déjà à obtenir des dérogations pour les entreprises particulièrement exposées en Iran.

IV. UNITÉ ET RIVALITÉS DANS LE GOLFE ET ÉVOLUTION DE LA RELATION AVEC LES ÉTATS-UNIS

39. Comme le laisse entendre le présent rapport, parvenir à un niveau d'unité élevé entre les pays du Golfe sur la meilleure façon d'appréhender l'Iran reste un objectif difficile à atteindre, compte tenu de la persistance de rivalités profondément ancrées entre lesdits pays. Ces rivalités, conditionnées par des ambitions stratégiques, économiques, politiques et idéologiques divergentes, ainsi que par des questions plus terre à terre, telles que la proximité géographique de l'Iran ou les liens commerciaux et énergétiques qu'ils entretiennent avec ce pays, continuent de fragiliser la coopération dans la région. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles le CCG n'a jamais pris la forme d'une véritable alliance, étayée par un système intégré de défense collective. Tout simplement, le CCG n'est pas l'OTAN et son approche prudente des problèmes de sécurité communs est conditionnée par des divergences sous-jacentes persistantes au niveau des ambitions et des perspectives stratégiques (Miller et Sokolski, 2017). On constate aussi l'existence d'intérêts économiques incompatibles. La région se caractérise par de grandes disparités sur le plan de la richesse et par des manières très différentes de concevoir la politique économique nationale. Les relations économiques régionales tendent à reposer sur des stratégies unilatérales ou bilatérales plutôt que régionales ou multilatérales. Ainsi, malgré la rivalité relative qui les oppose, les EAU et l'Arabie saoudite ont récemment annoncé la formation d'un nouveau groupe voué à l'économie et au partenariat ; ce groupe, distinct du CCG, coordonnera les politiques économiques, politiques, militaires et culturelles (Gambrell, 2017).

40. La politique des États-Unis reste d'une importance capitale dans le Golfe, où les intérêts primordiaux consistent à garantir la libre circulation du pétrole, à prévenir les attentats terroristes contre les États-Unis et leurs alliés et à restreindre la capacité de l'Iran d'exercer son hégémonie sur la région. En soi, le Yémen ne menace pas ces intérêts de manière significative et certains spécialistes ont conseillé à Washington de faire preuve de prudence avant de prendre parti dans ce conflit complexe. Les États-Unis et d'autres pays occidentaux feraient mieux de rester en dehors de bon nombre des querelles qui divisent les pays du Golfe et, bien plutôt, d'aider la région à trouver un terrain d'entente là où cela pourra se révéler utile (Miller et Sokolsky, 2017).

41. Cette logique explique sans doute pourquoi, après avoir semblé approuver l'isolement du Qatar, l'administration Trump a rapidement changé de tactique pour adopter une approche plus traditionnelle et a appelé les pays de la région, avec lesquels il entretient essentiellement des relations amicales, à régler leurs différends. Le Qatar et Bahreïn consentent volontiers à ce que les forces aériennes et navales états-uniennes utilisent des bases situées sur leurs territoires respectifs et les Saoudiens coopèrent à de vastes opérations de lutte antiterroriste avec leurs partenaires états-uniens. Néanmoins, l'embargo sur le Qatar a fâcheusement augmenté l'influence de l'Iran sur ce pays, tout simplement parce qu'à ce stade les autorités qataries n'ont pas d'autre choix. Elles ne sont cependant pas prêtes de rejoindre une coalition révolutionnaire. Tout cela donne à penser qu'il est grand temps pour les protagonistes de prendre un peu de recul, de dresser la liste de leurs intérêts communs et de chercher de quelle façon l'ordre régional pourrait mieux les prendre en compte, tout en gardant à l'esprit que des conditions propices à la stabilité et à la prospérité ne peuvent que leur profiter, car il semble parfois que la situation actuelle aille à l'encontre des intérêts collectifs de la région.

42. Comme cela a été avancé au préalable, il serait faux d'interpréter les tensions dans la région comme si elles découlaient d'une manière ou d'une autre des traditionnels schismes entre les sunnites et les chiïtes ou entre les Arabes et les Persans. Par exemple, les très fortes tensions entre sunnites mêmes entrent également en jeu. Le soutien que le Qatar apporte aux Frères musulmans n'affecte pas seulement ses relations avec ses partenaires du Golfe, cela a un retentissement jusque dans le monde islamique au sens large, où cette question est à la fois particulièrement saillante et profondément polarisante. Le gouvernement égyptien, comme celui des EAU, par exemple, a qualifié le mouvement des Frères musulmans de « menace directe pour la sécurité nationale ». De la même façon, le gouvernement émirati considère que ce mouvement pose une menace

existentielle et n'a jamais accepté sa montée en puissance en Égypte pendant le printemps arabe. Si le Qatar a apporté un important soutien aux Frères musulmans dans toute une série de pays, l'Arabie saoudite et les EAU ont, quant à eux, été de fervents soutiens du président Abdel Fattah al-Sissi, tant d'un point de vue politique que financier. Par exemple, le prince héritier d'Abou Dhabi, le cheikh Mohammed ben Zayed al-Nahyan, a récemment ordonné l'arrestation de dizaines de citoyens émiratis accusés de sympathiser avec al-Islah, la branche yéménite des Frères musulmans (Stratfor, 2017).

43. Les administrations américaines successives ont longtemps entretenu des relations étroites, parfois compliquées, avec la plupart des pays du CCG, et celle de Trump a fait savoir très tôt que la relation avec les monarchies de la région serait renforcée. C'est en effet en Arabie saoudite que le président des États-Unis s'est rendu pour son tout premier voyage à l'étranger. Lors de cette visite, il a exprimé son profond soutien à la position de ce pays dans la région, notamment vis-à-vis de l'Iran. Cela a fait forte impression sur les autres monarchies du Golfe, dont la plupart n'ont jamais soutenu l'approche de l'administration Obama envers l'Iran, et qui ont vu en Donald Trump la volonté d'un plus large retrait des troupes états-uniennes de la région. La critique de l'approche Obama par le président Trump a trouvé un profond écho et renforcé la position de ceux qui, dans la région, poussent pour qu'une ligne plus dure soit adoptée envers l'Iran.

44. Bien que les États-Unis aient une importante base aérienne à al-Oudeid au Qatar, qui abrite le commandement central des États-Unis (auparavant implanté en Arabie saoudite), le président Trump a d'abord semblé approuver la position de l'Arabie saoudite dans le différend qui l'opposait au Qatar (Goujon, 2017). Dans une série de tweets, Donald Trump a laissé entendre, entre autres, que le Qatar finançait une « idéologie radicale » (Landler, 2017). Il est par la suite revenu sur ses déclarations, lesquelles représentaient une rupture fondamentale avec la politique traditionnellement menée dans le Golfe par les États-Unis prônant de ne pas prendre parti dans les querelles locales. Il a, depuis, appelé au dialogue pour résoudre les tensions avec le CCG. Néanmoins, le premier signal donné a eu un fort impact sur la diplomatie régionale et continue d'influer sur les calculs stratégiques de différents acteurs. Lors de son tout premier déplacement à l'étranger en qualité de secrétaire d'État, Mike Pompeo a essentiellement indiqué aux quatre partenaires du Qatar au sein du CCG que les États-Unis souhaitaient la fin de l'embargo décrété contre ce pays et la reprise du dialogue et de la coopération avec Doha. Il a délivré le même message au ministre des affaires étrangères de l'Arabie saoudite, Adel al-Jubeir, au prince héritier Mohammed ben Salmane al Saoud et au roi Salmane. Cela montre clairement que l'administration Trump attache une grande importance au règlement d'un conflit entre pays qui doivent coopérer étroitement pour s'atteler plus efficacement à la résolution des divers problèmes de sécurité régionale (Henderson, 2018).

45. Les EAU et l'Arabie saoudite ont été profondément déçus par l'administration Obama et par ce qu'ils ont perçu comme une quête de rapprochement avec l'Iran. La plupart des gouvernements de la région, à l'exception du Qatar, ont également fait montre de scepticisme quant au soutien initialement manifesté par M. Obama à l'égard du printemps arabe et sont persuadés que l'instabilité que cela a provoqué dans tout le monde arabe a eu des conséquences tragiques pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord. Les appels à la démocratie lancés par les États-Unis n'ont jamais été particulièrement bien accueillis dans une région où la plupart des hauts dirigeants héritent de leur fonction à défaut d'être élus. L'échec de M. Obama à faire respecter la « ligne rouge », s'agissant de l'emploi d'armes chimiques par les Syriens, a ébranlé la région et sapé la confiance dans le leadership américain. L'expression d'un sentiment de mécontentement à l'encontre de Washington n'a évidemment rien de nouveau. Les gouvernements de la région avaient été aussi préoccupés par le fait que la décision de l'administration Bush d'entrer en guerre contre l'Iraq puisse inciter l'Iran à interférer davantage dans les affaires de ce pays puis dans celles de la Syrie. Il n'est pas inutile de rappeler que l'embargo pétrolier de l'OPEP en 1973 traduisait la colère des pays du Golfe face au soutien apporté par les États-Unis à Israël pendant la guerre du Kippour. Le fait que l'administration Trump n'insiste pas sur les questions de droits humains et de démocratie, la ligne dure qu'il a adoptée à propos de l'Iran et sa riposte militaire à l'emploi d'armes chimiques par la Syrie ont été

bien accueillis dans la région et marquent une nette rupture avec la politique de l'administration Obama.

46. Bien que les monarchies se soient fermement prononcées en faveur des positions radicales de l'administration Trump vis-à-vis de l'Iran, elles se préoccupent cependant quelque peu de la réflexion qui sous-tend la politique étrangère du président en général. La décision états-unienne de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, par exemple, a suscité une opposition circonspecte dans tout le Golfe et pourrait devenir une source de friction à l'avenir. Un vif sentiment de solidarité à l'égard du peuple palestinien prévaut dans les pays du Golfe et le cycle de violence et de répression dont la Palestine est le théâtre y trouve un écho considérable. Cette décision met le doigt sur les limites éventuelles qui pourraient se dresser dans les relations avec Washington. Ceci étant, le fait que l'administration Trump n'ait pas insisté sur la question de la démocratisation, qu'elle ait de nouveau mis l'accent sur sa volonté de contenir l'Iran et de mener un combat plus ciblé contre Daech a quelque peu soulagé l'Arabie saoudite et ses plus proches partenaires régionaux. Ce soulagement compense très largement les préoccupations que pourrait encore susciter le changement de cap de la politique états-unienne relative à la question palestinienne (Goujon, 2017).

47. Les questions énergétiques pourraient constituer une autre pomme de discorde entre les pays occidentaux et les pays du Golfe. La révolution de la fracturation hydraulique aux États-Unis a fait de ce pays un producteur de bouclage clé de pétrole et de gaz. Sa production limite désormais clairement la capacité des États du Golfe à faire grimper les cours mondiaux. Désormais, lorsque les cours mondiaux bondissent, les très flexibles producteurs états-uniens passent à l'action. La production pétrolière et gazière des États-Unis a permis de fixer un nouveau plafond – plus bas – pour les prix mondiaux du pétrole et de plus en plus, pour ceux du gaz, puisque ce dernier devient plus facilement transportable à l'international par liquéfaction. Les producteurs du Golfe avaient espéré que la chute des cours de ces trois dernières années chasserait tout simplement du marché les producteurs américains, qui sont plus chers. Certes, plusieurs entreprises états-uniennes ont fait faillite, mais beaucoup d'autres se sont restructurées et ces producteurs plus résilients sont de retour dans la course, alors que le prix du baril avoisine 80 dollars US. Selon l'agence internationale de l'énergie, les États-Unis dépasseront cette année l'Arabie saoudite et se rapprocheront de la Russie, qui est le plus grand producteur de pétrole au monde avec près de 100 millions de barils par jour (Krauss, 2018). Le retour spectaculaire des États-Unis sur les marchés énergétiques mondiaux continuera forcément à limiter les hausses des cours énergétiques, ce qui aura un effet extrêmement défavorable pour ceux des producteurs, parmi lesquels la Russie et l'Arabie saoudite, dont la viabilité budgétaire est devenue excessivement dépendante desdits cours.

48. Cette nouvelle dynamique sur les marchés énergétiques pourrait aussi avoir des conséquences diplomatiques sur la région du Golfe. La production états-unienne de pétrole et de gaz ainsi que l'importance croissante des énergies renouvelables dans les pays occidentaux vont imposer certaines limites à l'ampleur des hausses des tarifs pétroliers et gaziers, encore que l'augmentation de la demande en Asie pourrait contrebalancer partiellement ces effets. Quoi qu'il en soit, d'aucuns s'inquiètent à juste titre d'un éventuel amenuisement de la capacité des monarchies du Golfe de miser lourdement sur la production de pétrole et de gaz pour alimenter des budgets extravagants, s'attirer des faveurs politiques et exercer une influence politique.

49. La volonté de l'administration Trump de rétablir un régime de sanctions à l'encontre d'un autre grand producteur, l'Iran, pourrait se trouver partiellement confortée par le fait que les États-Unis se rapprochent du stade de l'autosuffisance en hydrocarbures. L'Europe, bien évidemment, ne jouit pas d'un tel luxe, ce qui pourrait constituer l'un des facteurs du différend transatlantique autour de la décision états-unienne de se retirer de l'accord nucléaire avec l'Iran. Autre conséquence à plus long terme de l'augmentation de la production américaine d'hydrocarbures : Washington pourrait accorder une priorité stratégique moindre à la région du Golfe dans son ensemble. D'aucuns pensent que cette logique était aussi celle qui sous-tendait au moins partiellement l'attitude de l'administration Obama à l'égard du Golfe.

50. La difficile expérience vécue avec l'administration Obama, ajoutée au fait que l'administration Trump n'incarne pas forcément une perspective états-unienne durable, fait que les États du Golfe hésitent désormais à trop se rapprocher des États-Unis, même s'ils adhèrent fermement à bon nombre des politiques actuelles de Washington. Pour l'instant, les États-Unis restent un partenaire indispensable et un garant de la stabilité de la plupart des pays de la région. Pourtant, ceux-ci semblent également de plus en plus désireux d'instaurer de nouveaux partenariats avec des acteurs émergents ou historiques, tels que la Chine, l'Inde et même la Russie. Les pays du Golfe ne soutiennent guère Bachar el-Assad. Cependant, l'Arabie saoudite et les EAU, notamment, estiment que l'opposition syrienne est gorgée d'extrémistes, ce qui à leurs yeux représente une menace encore plus grande pour leurs propres intérêts. Ils estiment que les actions menées en Syrie par la Russie ont été cohérentes ou qu'elles ont, à tout le moins, facilité la lutte contre les extrémistes. De leur point de vue, la Russie mérite un minimum de reconnaissance pour le combat qu'elle mène contre Daech, en dépit des liens inquiétants que Moscou continue d'entretenir avec l'Iran.

V. LA CRISE DU QATAR

51. Le signe le plus visible des désaccords régnant dans le Golfe a été la rupture entre le Qatar et plusieurs autres monarchies du Golfe. Des tensions qui couvaient depuis longtemps ont fait surface en mai 2017 lorsque les monarchies du Golfe ont annoncé un embargo sur le Qatar, suite à une affaire concernant l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad al-Thani. Ce dernier aurait fait un discours dans lequel il qualifiait le Hamas de représentant légitime du peuple palestinien, se félicitant des relations très amicales du Qatar avec les Frères musulmans, évoquant les mauvais rapports de son pays avec les États-Unis, spéculant sur la longévité politique du président Trump et faisant l'apologie des relations entretenues par son pays avec Israël. Le Qatar a répondu par la suite qu'il s'agissait là d'une fausse nouvelle créée de toutes pièces par des hackers. Le FBI a confirmé plus tard qu'un groupe avait effectivement piraté l'agence et lancé ces fausses affirmations. Mais le mal était déjà fait (Roberts, 2017). L'Arabie saoudite, les EAU et Bahreïn ont rompu toutes relations avec le Qatar. Tous les ressortissants qataris ont été chassés de ces pays, et un blocus aérien, maritime et terrestre a été imposé au Qatar. Même si ce soi-disant discours avait été fabriqué de toute pièce, cela a relancé plusieurs querelles de longue date et entraîné une rupture des relations à une période de grandes tensions et d'incertitude dans la région.

52. En juin 2017, l'Arabie saoudite et d'autres pays à la tête du blocus ont relayé, par le biais du Koweït, 13 requêtes adressées au Qatar qu'ils ont qualifiées de conditions préalables à un retour à des relations normales. On citera : une réduction draconienne de la coopération avec l'Iran, un retrait des troupes turques du sol qatari, la fin de tout contact avec des groupes tels que les Frères musulmans, la fin de tous contacts avec l'opposition politique en Arabie saoudite, dans les EAU, en Égypte et à Bahreïn, le paiement de réparations et d'indemnisations pour les pertes humaines et financières résultant des politiques menées par le Qatar ces dernières années, la remise de tous les dossiers détaillant les contacts entretenus antérieurement par le Qatar avec ces groupes d'opposition ainsi que le soutien que le pays leur a apporté, puis l'acceptation de se soumettre à des contrôles de conformité extérieurs mensuels. Certains analystes estiment qu'en se soumettant à ces demandes, le Qatar annihilerait totalement son autonomie et son indépendance. Bon nombre de gouvernements occidentaux ont, de la même façon, qualifié ces demandes de déraisonnables. Ainsi, le secrétaire d'État aux affaires étrangères du Royaume-Uni, Boris Johnson, a fait le commentaire suivant : « L'unité du Golfe pourra uniquement être rétablie si tous les pays concernés sont prêts à discuter de conditions qui soient à la fois raisonnables et réalistes. »

53. Peu de temps après son arrivée à la présidence, M. Trump a appelé les pays du Golfe à former une alliance sur le modèle de l'OTAN pour faire face aux problèmes de sécurité qui leur sont communs. Compte tenu des rivalités qui caractérisent les relations entre ces pays, la création d'une alliance intégrale au sein du Conseil de coopération du Golfe est peu vraisemblable. La crise du Qatar a rendu inconcevable toute démarche dans ce sens. La politique menée ces derniers temps

par les États-Unis a évolué au cours de l'année écoulée : M. Trump a d'abord qualifié le Qatar de sanctuaire terroriste, tandis que le secrétaire d'État de l'époque, Rex Tillerson, se demandait publiquement quels pouvaient être les motifs poussant l'Arabie saoudite à imposer une série de requêtes aussi dures à un membre important du CCG et abritant de surcroît une importante base militaire des États-Unis (Wintour, 2017). Comme indiqué précédemment, le nouveau secrétaire d'État, M. Pompeo, a également lancé un appel à la réconciliation. Il semble donc que Washington soit revenu sur une position plus traditionnelle en faisant valoir qu'une réconciliation entre le Qatar et ses partenaires du CCG servirait les intérêts de tous. Les diplomates états-uniens préconisent désormais le dialogue, car ils redoutent qu'un CCG divisé soit moins capable de relever les grands défis qui se posent à la sécurité régionale et que l'isolement ne pousse le Qatar dans les bras de l'Iran.

54. La crise du Qatar a fait ressortir les grands schismes du monde arabe. L'Égypte, qui dénonce fermement le soutien apporté par le Qatar aux Frères musulmans, a également rompu toute relation avec ce pays et participé à l'embargo. Cependant, la rupture n'a pas totalement isolé le Qatar puisque le sultanat d'Oman, la Turquie, l'Inde et l'Iran, entre autres, ont ouvert des lignes commerciales avec ce dernier.

55. Il convient de noter qu'il n'y a rien de nouveau dans les tensions entre le Qatar et l'Arabie saoudite. Les problèmes pointaient déjà lorsque le Qatar a déclaré son indépendance vis-à-vis de l'Arabie saoudite. À l'instigation de Hamad ben Khalifa al-Thani, le fils de l'émir du Qatar, un débat public s'était engagé au début des années 1980 sur les mérites d'une politique extérieure plus indépendante, allant dans le sens d'une amélioration des relations avec l'Iran et d'un certain niveau de coopération avec Israël. Les Saoudiens s'étaient farouchement opposés aux deux démarches. Au grand désespoir des dirigeants saoudiens, Hamad a renversé son père en 1995 et a commencé à mettre en œuvre certaines de ces idées. Un an plus tard, le Qatar lançait la chaîne de télévision Al-Jazeera, qui a apporté un point de vue très différent sur l'ordre stratégique, politique et social prévalant dans la péninsule et a attiré une énorme audience dans tout le Moyen-Orient, et au-delà, compte tenu des nouvelles perspectives qu'elle ouvrait. Cela a mécontenté un certain nombre de dirigeants de la région, et surtout les Saoudiens, qui ont rappelé leur ambassadeur au Qatar en 2002. L'ambassadeur n'est retourné au Qatar qu'en 2008, quand Doha a accepté de limiter la couverture d'Al-Jazeera en Arabie saoudite.

56. Les problèmes ont repris de plus belle dans le sillage du printemps arabe, lorsque le Qatar a semblé prendre le parti des gens de la rue plutôt que celui des gouvernements de pays comme la Tunisie et l'Égypte. Il s'est associé étroitement au mouvement des Frères musulmans, qui a longtemps opéré dans la région et que le Qatar qualifie de modéré, point de vue qui n'est pas partagé par d'autres gouvernements de la région, même si l'Arabie saoudite elle-même a déjà accueilli le mouvement alors en exil. Il s'est également lié au Hamas en Palestine et à Jabhat al-Nosra en Syrie. Le Qatar a prétendu que sa politique visait à exercer une influence modérée sur ces groupes et qu'il avait, par exemple, réussi à persuader al-Nosra de rompre avec al-Qaïda. Cet argument n'a toutefois pas convaincu les pays voisins (Roberts, 2017).

57. Lorsque Tamim ben Hamad al-Thani est devenu émir à la place de son père en 2013, l'Arabie saoudite a réagi en augmentant la pression sur le nouveau gouvernement, afin qu'il se démarque de ces positions. Mais bien qu'al-Thani ait fait différentes concessions aux partenaires du CCG, il n'a pas fondamentalement rompu les relations avec les États et les groupes contestés par les autres monarchies du Golfe. La rançon colossale de 1 milliard de dollars US versée à la milice chiite iraquienne qui avait kidnappé des participants à une partie de chasse royale qatarie a sans doute été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et contribué à planter le décor de la crise des relations dans le Golfe qui s'est déployée en 2017 (Solomon, 2017).

58. La crise dans les relations régionales a notamment débouché sur un embargo commercial contre le Qatar, même si le sultanat d'Oman, l'Iran et la Turquie ont aidé à acheminer des biens vers ce pays. La Turquie a affrété navires et avions cargos pour aider le Qatar à traverser cette passe

difficile et joue désormais le rôle de garant extérieur de la sécurité du pays. Cela a provoqué la colère de l'Arabie saoudite (Al Jazeera, 2017). L'Inde, dont les citoyens forment la communauté d'expatriés la plus nombreuse de la région – expatriés qui envoient chaque année quelque 40 milliards de dollars US dans leur pays – s'est elle aussi retrouvée dans une position inconfortable. Elle a adopté une position neutre dans la crise tout en poursuivant ses relations commerciales avec le Qatar (Sajjanhar, 2017).

59. Comme suggéré plus haut, l'antagonisme avec le Qatar n'est pas d'origine confessionnelle, même s'il a été relié d'une façon ou d'une autre à l'Iran chiite. La monarchie et les élites qataries sont sunnites et le pays a construit avec l'Iran des rapports qui n'ont rien à voir avec la religion. De fait, les explications confessionnelles à de tels phénomènes tendent à masquer la véritable nature des luttes sous-jacentes pour le pouvoir qui se jouent dans la région, des luttes dont il serait plus exact de dire qu'elles sont menées par les régimes concernés pour conforter leurs revendications de légitimité dans un contexte où il n'est généralement pas envisagé d'asseoir cette légitimité de manière démocratique. De ce point de vue, tout recours à des explications d'ordre confessionnel relève essentiellement d'une tactique de diversion plutôt que d'une stratégie fondamentale.

60. Finalement, les tensions au sein du CCG ont des répercussions sur l'unité de la région et sur le rôle qu'y jouent les puissances extérieures, lesquelles pourraient être tentées de les mettre à profit à des fins qui seraient contraires aux intérêts de la région dans son ensemble. « Ce qui finira par émerger de cet imbroglio au sein du CCG n'est pas une version arabe viable de l'OTAN qui permettrait aux États-Unis de simplifier sa politique de sécurité régionale, mais une réalité beaucoup plus compliquée avec laquelle Washington va devoir composer pour tenter de naviguer sur les crêtes de la fragmentation géopolitique du Golfe » (Goujon, 2017). Finalement, l'Arabie saoudite et ses partenaires de coalition pourraient bien devoir renoncer à certaines de leurs exigences à l'égard du Qatar s'ils veulent progresser dans la résolution de cette crise malvenue. Le statu quo actuel nuit à la région. Il porte atteinte à la solidarité au sein du CCG, et entrave la coopération pratique nécessaire pour relever tout un éventail de défis importants menaçant la région. Les partenaires occidentaux du Golfe doivent aider la région à travailler à une lecture commune du problème, première étape afin de trouver la meilleure manière de résoudre la crise.

VI. LE CONFLIT AU YÉMEN

61. Le conflit tragique qui oppose, au Yémen, le gouvernement aux rebelles houthistes, est né d'une lutte de pouvoir d'origine ethnique ou tribale. Ce conflit est entretemps devenu un terrain de jeu pour une série de puissances extérieures, dont les préoccupations dépassent celles du peuple yéménite. De fait, les rivalités, les peurs et les ambitions régionales sont venues exacerber ce qui avait débuté comme des querelles internes. Il est fort regrettable de constater que le conflit au Yémen est devenu une guerre par procurations opposant l'Iran et ses milices d'une part, à l'Arabie saoudite et ses partenaires de coalition, d'autre part. L'Arabie saoudite a formé une coalition de pays aux ambitions et moyens différents, pour venir en appui aux forces gouvernementales et a mené une campagne contre les rebelles houthistes qui ont renversé le gouvernement yéménite en 2014. Cette coalition compte dans ses rangs l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et le Soudan et elle a reçu le soutien des États-Unis et du Royaume-Uni.

62. L'Arabie saoudite a déclaré publiquement que la rébellion houthiste était le fruit d'un stratagème iranien consistant à étendre son influence jusqu'à ce territoire stratégique à cheval entre la mer Rouge et le Golfe. Sa campagne militaire a été conduite par le jeune et ambitieux prince Mohammed ben Salmane. L'intervention a été largement interprétée comme une initiative des dirigeants saoudiens visant à démontrer que le pays est prêt à l'action, même si de grandes puissances prônent la retenue. On peut également y voir une réponse très tangible à la perception selon laquelle, du temps de M. Obama, les États-Unis avaient commencé à déprioriser le Golfe dans son calcul stratégique, tout en recherchant un nouveau *modus vivendi* avec l'Iran, comme le reflète

l'accord sur le nucléaire (Esfandiary et Tabatabai, 2017). La politique saoudienne se fondait par ailleurs sur une sorte de nouvelle théorie des dominos, pas tellement différente du mode de pensée qui animait les États-Unis lors de leur intervention au Vietnam. En vertu de cette théorie, la chute du Yémen entre les mains de forces étroitement alignées sur l'Iran ou directement soutenues par celui-ci constituerait une menace directe pour les pays voisins. Entraînés par cette réflexion, l'Arabie saoudite et l'Iran se sont retrouvés beaucoup plus engagés dans le conflit que ce qu'ils ne le pensaient au départ.

63. Tout comme pour l'Arabie saoudite, l'intervention militaire des EAU dans le conflit au Yémen a également été motivée par de profondes inquiétudes concernant les ambitions de l'Iran. Les Émirats semblent désireux de restreindre les espaces où l'extrémisme est susceptible de proliférer. Par ailleurs, il se pourrait qu'ils aient des inquiétudes latentes concernant les ambitions saoudiennes. En effet, il existe des signes montrant clairement que les dirigeants émiratis n'approuvaient pas l'intervention initiale des Saoudiens et qu'ils sont en partie entrés dans l'arène pour garder une certaine influence sur les événements se déroulant là-bas. Ils partagent toutefois les appréhensions de Riyad, à savoir que l'absence d'autorité au Yémen ait ouvert la porte à des organisations extrémistes telles qu'al-Qaida et Daech. Mais la coalition affiche des failles dues à la rivalité non déclarée qui oppose les deux partenaires (Khashan, 2017).

64. Les EAU sont particulièrement actifs dans le sud, apportant leur soutien aux milices sudistes organisées au sein du Conseil de transition du Sud (CTS), qui se sont emparées de la ville portuaire d'Aden en janvier 2018 et qui font entendre de plus en plus fort leurs revendications d'autonomie, voire d'indépendance pour le Sud. Cependant, l'Arabie saoudite soutient le gouvernement du président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, reconnu par la communauté internationale, qui a perdu la capitale Sanaa ainsi qu'une grande partie des territoires du nord, tombés entre les mains de rebelles houthistes. Si les factions du sud étaient initialement alliées aux forces gouvernementales, leur scission croissante a désormais atteint un point tel que les milices du sud, soutenues par les EAU, les combattent à Aden. De toute évidence, ces récentes évolutions jettent une ombre sur la coalition entre EAU et l'Arabie saoudite, étant donné que ces deux pays soutiennent à présent des forces adverses qui nourrissent des ambitions très différentes pour le pays (Sanchez, 2018). Une fracture des coalitions s'est également produite du côté rebelle. En décembre 2017, les rebelles houthistes ont exécuté leur allié d'autrefois, l'ancien président yéménite au long règne, Ali Abdallah Saleh, pour se créer des ouvertures auprès du gouvernement, avec l'appui des EAU. Son exécution a un peu plus compliqué les efforts de la coalition pour trouver une issue à ce qui s'avère être un conflit insoluble et complexe.

65. Le bilan de ce conflit est sans conteste très élevé et, comme cela est si souvent le cas, ce sont les civils qui en ont payé le plus lourd tribut. En mai 2018, le Conseil des relations étrangères (CFR) a estimé que les combats avaient causé la mort de 16 200 civils yéménites et de 87 soldats émiratis ; selon de nouvelles informations d'Al-Jazeera, plus de 1000 soldats saoudiens auraient également perdu la vie dans le conflit. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a récemment qualifié ce dernier de « crise humanitaire la plus grave du monde ». On estime que 22,2 millions de personnes ont besoin d'aide dans le pays et que 2 millions ont été déplacées (Edros, 2017) ; (CFR, 2018). Aujourd'hui, des millions de Yéménites sont confrontés à la maladie et à de graves pénuries de nourriture et d'eau. Alors que des centaines de milliers de Syriens ont pu fuir la violence et les dépravations de la guerre, les Yéménites sont pour la plupart coincés à l'intérieur de leurs frontières et beaucoup en meurent. Le Yémen est tout à la fois le pays le plus peuplé et le plus pauvre de la péninsule et n'est manifestement pas en mesure de faire face à une telle catastrophe. La famine est l'une des conséquences les plus tragiques du conflit et, en raison de conditions sanitaires médiocres, des millions de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable ou non souillée et sont exposées à des maladies telles que le choléra. Dans ces conditions, le chiffre des mariages d'enfants est monté en flèche et près des deux tiers des filles sont désormais mariées avant d'atteindre l'âge de 18 ans, ou même souvent celui de 15. Ces souffrances massives auront sans doute des conséquences aussi graves que durables pour la région et au-delà.

66. En 2015, les forces des EAU ont pris la ville d'Aden lors d'une opération militaire amphibie sophistiquée, attestant de l'énorme capacité des forces armées du pays, certes petites mais extrêmement efficaces. Ces forces ont beaucoup appris de leurs différents déploiements en Libye et en Afghanistan, dans le cadre de la campagne aérienne de lutte contre l'État islamique en Iraq et en Syrie (EISS) et maintenant au Yémen. Depuis cette opération, ces forces ont pris de l'expansion et les militaires émiratis se sont employés à former des unités militaires qui opèrent sur les lignes de front dans ce conflit. Ils ont également déployé des forces à l'est, dont certaines sont des mercenaires de Colombie, pour mener des opérations antiterroristes (Hager et Mazzetti, 2015).

67. Les EAU sont actuellement le deuxième plus grand fournisseur d'aide au Yémen après l'Arabie saoudite. Leur soutien consiste à garantir l'aide sanitaire, l'approvisionnement en eau, la production d'électricité, les transports ainsi qu'un gouvernement et une aide à la société civile. Les dirigeants des EAU prennent très au sérieux le fait que leur pays a un rôle spécial à jouer dans le développement de la sécurité régionale et internationale et le Yémen est devenu pour eux une sorte de laboratoire. Il y a eu un prix à payer étant donné que le pays a subi d'importantes pertes dans le conflit au Yémen ; pourtant les EAU n'ont pas cherché à masquer la vérité : au contraire, le gouvernement a publiquement rendu hommage à ses victimes en leur dédiant une journée nationale des martyrs.

68. Selon certains observateurs régionaux, le plus grave c'est que ni l'Arabie saoudite et les EAU ni leurs partenaires ne s'attaquent aux sources profondes de la fracture et de l'instabilité au Yémen. Selon certains analystes, le fait que les Houthis ne soient que de simples marionnettes du régime iranien est problématique et masque l'importance de la complexité de la situation et de la légitimité de certaines de leurs revendications. L'insurrection avait été déclenchée au départ par des problèmes très locaux, parmi lesquels l'absence de services publics comme des écoles et des hôpitaux dans les régions houthistes. Il faut préciser que les fractures de longue date entre le nord et le sud ont bien sûr aussi un rôle à jouer. Il s'agit essentiellement d'une guerre civile interne qui se joue dans un pays faible et fragmenté, qui s'est toujours apparenté davantage à une confédération tribale qu'à un État moderne. Vouloir résumer le défi à l'endigement de l'Iran induit en erreur, car cela reviendrait à dire qu'il existe une solution militaire à un ensemble hautement complexe de problèmes sociaux et politiques.

69. Comme suggéré au préalable, les États-Unis et le Royaume-Uni ont apporté un ferme soutien à la coalition. Les États-Unis ont mené une série d'opérations antiterroristes au Yémen et ont procédé à des frappes aériennes visant al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA) et des milices proches de Daech. En 2016, ils ont ainsi effectué quelque 35 frappes au Yémen et ce chiffre est passé à 130 en 2017. En avril 2017, ils ont déployé un petit contingent chargé d'aider les troupes placées sous commandement saoudien à reprendre des zones occupées par AQPA (CFR, 2018). Toutefois, d'autres Alliés ont adopté une approche totalement différente. Par exemple, la Norvège a récemment décidé de cesser toute vente d'armes à l'Arabie saoudite à cause du conflit au Yémen et des souffrances humaines considérables causé par celui-ci. Certains défendent désormais l'idée que l'Europe et les États-Unis devraient user de leur influence pour faire asseoir toutes les parties à la table des négociations et œuvrer à un rapide cessez-le-feu, pour que les souffrances humaines cessent dans ce pays assiégé.

70. Finalement, la guerre au Yémen prêle de plus en plus à controverse, non seulement au sein de la communauté internationale au sens large, mais aussi dans la région elle-même. L'augmentation du nombre de victimes – plus de 10 000 personnes tuées et des millions menacées par la maladie ou la famine –, l'absence de solution pour régler la situation, les ambitions conflictuelles au sein du CCG, ainsi que l'ampleur et le coût de cette guerre ont rendu ce conflit bien plus difficile à résoudre que supposé au départ. Cela a aussi entraîné des coûts en termes de réputation pour les protagonistes. Les Nations unies, par exemple, ont récemment placé sur liste noire la coalition militaire pour avoir tué et blessé des centaines d'enfants dans le conflit, même si l'institution affirme que cette même coalition a pris des mesures visant à améliorer la protection des enfants (Sanchez, 2018). Cette liste noire, qui a été jointe au rapport annuel des Nations unies sur

les enfants et les conflits armés, désigne également le groupe rebelle houthiste, les forces gouvernementales yéménites, les milices pro-gouvernementales, ainsi qu'al-Qaïda dans la péninsule arabe comme responsables des violences perpétrées à l'encontre d'enfants en 2016. La liste noire de 2017 est divisée en deux catégories : la première catégorie répertorie les parties qui ont mis en place des mesures pour protéger les enfants, parmi lesquelles la coalition militaire menée par l'Arabie saoudite. La seconde catégorie répertorie, elle, les parties n'ayant pas pris de telles mesures (Nichols, 2017). Tout cela n'augure rien de bon pour les États du Golfe qui ont beaucoup à perdre si ce conflit persiste indéfiniment. Les gouvernements occidentaux de même que les acteurs clés de la région devront, à terme, s'employer prioritairement à trouver une solution à un conflit qui a fait payer un lourd tribut au peuple yéménite.

VII. L'OTAN ET LE GOLFE

71. Au sommet de l'OTAN à Varsovie en juillet 2016, les chefs de gouvernement ont appelé à « l'établissement de relations de travail régulières entre les secrétariats de l'OTAN et du Conseil de coopération du Golfe ». L'idée est de mettre à profit l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI), lancée 12 ans plus tôt, dans laquelle l'OTAN reconnaissait l'importance stratégique du Golfe pour l'Alliance et ouvrait un certain nombre de ses programmes de partenariat aux membres du CCG intéressés. Le Koweït, le Qatar, Bahreïn et les EAU ont rejoint l'Initiative tandis que l'Arabie saoudite et le sultanat d'Oman sont restés à l'écart des accords officiels, bien que tous deux aient manifesté le souhait de développer des contacts avec l'OTAN. L'ICI cherche à contribuer à la sécurité régionale et mondiale en offrant aux pays du Golfe l'occasion de coopérer avec l'Alliance dans une large gamme de domaines fonctionnels. Les partenariats sont individuels et chaque pays peut fixer ses priorités et le niveau de sa participation.

72. L'ICI repose sur plusieurs principes majeurs, explicités ci-après :

- Non-discrimination : tous les partenaires se voient offrir la même base de coopération avec l'OTAN ;
- Autodifférenciation : les besoins spécifiques de chaque partenaire sont pris en compte dans le contexte d'une participation sur mesure ; les programmes individuels de partenariat et de coopération (IPCP) permettent aux pays intéressés et à l'OTAN d'inscrire leur coopération pratique dans un cadre plus précis et tourné vers l'avenir, ce qui permet aux partenaires de définir les principaux objectifs à court et à long terme de leur coopération avec l'Alliance, dans le respect des buts et des politiques poursuivis par celle-ci dans le contexte de l'Initiative ;
- Intégration : tous les pays de l'ICI doivent se considérer comme des parties prenantes à une même démarche coopérative.
- Engagement à double courant d'échange : l'ICI est un partenariat au sein duquel l'OTAN recherche une contribution des partenaires à l'exécution de sa mission grâce à un processus de consultation périodique - l'accent est mis sur la coopération pratique ;
- Absence de contraintes : les partenaires sont libres de choisir le rythme et l'ampleur de leur coopération et l'OTAN ne souhaite aucunement leur imposer quoi que ce soit ; complémentarité et renforcement mutuel : les actions de l'ICI et d'autres institutions internationales en faveur de la région sont complémentaires et se renforcent mutuellement par nature ;
- Diversité : l'ICI respecte les contextes régionaux, culturels et politiques propres à chacun des partenaires et en tient dûment compte (OTAN, 2011).

73. Sur le plan pratique, l'accent est mis sur la transformation de la défense dans une série de secteurs : établissement du budget militaire, établissement de plans de défense et relations entre secteurs civil et militaire. Cela suppose une coopération entre militaires prenant notamment la forme d'exercices. Les partenaires collaborent avec les Alliés dans les domaines de la lutte antiterroriste, de la prolifération des armes de destruction massive, de la sécurité aux frontières, du trafic d'armes et des plans civils d'urgence. L'ICI reconnaît l'existence de toute une série d'intérêts partagés par

les pays membres de l'OTAN comme par les monarchies du Golfe et ces intérêts partagés perdurent. Ils comprennent la liberté de navigation, la lutte contre la prolifération nucléaire, la lutte contre le terrorisme et une reconnaissance mutuelle du danger de l'État failli (Koch, 2016).

74. Il convient de noter que l'OTAN comme le CCG participent à la coalition mondiale contre Daech. En 2012, l'OTAN a coopéré étroitement avec le Qatar et les EAU dans le cadre de l'opération *Unified Protector* en Libye. Les EAU ont également pris part à des missions militaires de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine et en Afghanistan. L'OTAN considère cette expérience opérationnelle comme une mise à l'essai pratique du partenariat, ce qui a renforcé ses liens avec les EAU au cours des derniers mois.

75. À Naples, le commandement militaire de l'OTAN joue un rôle clé dans cette coordination opérationnelle. Le Commandement de forces interarmées est notamment chargé de gérer les programmes de sécurité en coopération avec ces pays partenaires. Le nouvel axe stratégique sud de l'OTAN accorde sa priorité à toute une série de problèmes intéressant directement les partenaires du CCG, parmi lesquels la lutte contre le terrorisme, le problème de la radicalisation, les migrations, jusqu'aux préoccupations environnementales et leurs potentiels impacts stratégiques. L'axe stratégique sud cherche à renforcer la connaissance de la situation régionale et à promouvoir la compréhension commune des menaces, des opportunités et des défis régionaux. Il gère et partage les informations collectées et aide les partenaires à mettre en œuvre des programmes individuels de coopération (IPCP). Il a par ailleurs établi des programmes de renforcement des capacités de défense avec des partenaires du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

76. Ce partenariat formel grandissant est motivé par un certain nombre d'intérêts stratégiques mutuels. Il ne fait aucun doute que le CCG et bon nombre des gouvernements des pays membres de l'OTAN sont largement d'accord quant à la nature du problème syrien et la question du terrorisme, en dépit de fréquentes différences d'interprétation. Tout cela a contribué à un approfondissement des relations entre l'OTAN et la région du Golfe. Bien que l'Arabie saoudite et le sultanat d'Oman ne veuillent pas d'un accord de partenariat formel avec l'OTAN, au final, ils n'ont pas exclu d'y souscrire. Entretemps, Bahreïn, le Koweït, le Qatar et les EAU ont tous ouvert des missions diplomatiques au siège de l'OTAN, ce qui a contribué à approfondir leur coopération avec l'Alliance et leur compréhension de ses rouages internes.

77. Le Golfe a tout intérêt à tirer les leçons de la longue expérience de l'OTAN en termes de gestion d'une coalition ou d'une alliance. Certes, les relations ont été servies, du moins implicitement, par l'idée que l'OTAN pourrait représenter une sorte de modèle pour les pays du CCG, dans la mesure où les pays du Golfe partagent au moins un intérêt formel pour une coopération accrue dans le secteur de la défense régionale et pour un niveau d'interopérabilité et d'intégration encore plus élevé. Au sommet du CCG tenu à Doha en décembre 2014, par exemple, les dirigeants des pays du Golfe ont exprimé leur détermination à accélérer l'intégration de la défense. Comme le laisse entendre le présent rapport, l'absence de perspectives et d'ambitions stratégiques communes pourrait limiter les accomplissements du CCG dans ce domaine, du moins pour le moment. Le conflit yéménite aura en tout cas suscité des débats quant à la création d'une force militaire conjointe, même si les progrès réalisés à cet égard relèvent plus de la rhétorique que du concret (Koch, 2016).

78. Travailler avec l'OTAN peut cependant s'avérer bénéfique. En particulier, l'expérience des EAU est potentiellement instructive. Aux yeux des dirigeants émiratis, le resserrement de leurs liens avec l'OTAN est un élément clé de leur positionnement dans la région. Le pays a ouvert une mission auprès de l'OTAN et s'est mis d'accord récemment sur un programme de partenariat, afin de poursuivre une coopération opérationnelle pratique avec l'Alliance. Cela comprend toute une série de programmes de formation visant à améliorer les capacités des Émirats à diriger et à faciliter leur participation aux missions collectives. L'an dernier, les EAU ont signé un accord portant sur un programme de partenariat individuel couvrant un large spectre de domaines de coopération avec l'Alliance, dont la maîtrise des armements, les armes chimiques, les questions liées au genre, l'énergie, le droit des conflits armés, la diplomatie publique, la logistique, la sécurité des frontières,

le commandement et le contrôle, les plans civils d'urgence et la gestion des catastrophes. Désormais, le personnel militaire des EAU suit des cours de formation de l'OTAN et participe à des exercices, dont l'un sera accueilli par les EAU en 2020. Tout cela devrait faciliter la participation des EAU à certaines opérations de l'OTAN et autres opérations bilatérales.

79. Les Émirats travaillent également, de manière bilatérale, avec un certain nombre de pays membres de l'OTAN, parmi lesquels les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, sur des questions militaires et de sécurité. Ils sont liés par un accord spécial avec le Royaume-Uni, par exemple, qui les aide à décourager toute menace ou agression potentielles. Ces deux pays participent à un projet commun visant à renforcer la dissuasion dans la région ; les Britanniques disposent d'une base d'appui aérien sur le terrain et entretiennent une importante présence maritime dans la région. Les Français, eux, disposent d'une base navale à Abou Dhabi et collaborent étroitement avec le pays hôte sur les questions de sécurité. Certains pilotes émiratis sont entraînés sur les aéronefs français, et actuellement, sur le Mirage. De nombreux officiers émiratis suivent des formations en France, ce qui, en plus des exercices conjoints et régionaux, a contribué à renforcer les liens bilatéraux et l'interopérabilité. L'étendue de territoire inhabité que constitue le désert du pays représente un lieu parfait pour y organiser des exercices aériens (AP-OTAN).

80. Pour leur part, les États-Unis abritent la 380^e escadre aérienne expéditionnaire sur le sol des EAU. La base fournit une puissance aérienne à l'appui de la lutte contre Daech. En revanche, la planification de ces opérations a lieu sur la base états-unienne située au Qatar. Les moyens aériens des États-Unis sont déployés pour assurer la sécurité dans la région du Golfe élargie et pour la défendre contre toute menace émanant de l'Iran ou d'organisations terroristes transnationales. Les États-Unis exploitent également un système de défense antimissile Patriot dans le pays. Les forces états-uniennes, qui sont basées aux EAU depuis 1996, collaborent aussi étroitement avec des partenaires régionaux et internationaux sur une série de dossiers tels que le commandement et le contrôle et la formation interarmées.

81. Vu l'hétérogénéité et les rivalités qui caractérisent les relations dans le Golfe, l'établissement d'une grande alliance dans la région pour contrôler les problèmes de sécurité pourrait bien représenter un objectif compliqué à atteindre. Et effectivement, jusqu'à présent, les monarchies du Golfe n'ont pas déployé, au sens large, la volonté collective nécessaire à la mise en place d'une alliance comparable à l'OTAN. Le Conseil de coopération du Golfe a représenté l'initiative la plus proche, mais il recèle à la fois beaucoup de conflits d'intérêts et d'aspirations pour lui permettre de devenir le socle d'un véritable pacte de sécurité collective.

VIII. CONCLUSIONS

82. Malgré le vent de réformes qui semble balayer le Golfe, la région reste vulnérable et potentiellement instable. Le parapluie de sécurité états-unien a longtemps fait office de « dépannage » face à cette insécurité et sa présence a été extrêmement utile pour maintenir un certain niveau de stabilité sur place. Cela a fourni à ces sociétés la latitude voulue pour se développer économiquement et commercialiser leurs produits énergétiques primaires sur les marchés mondiaux.

83. Les révolutions arabes et la réponse des États-Unis à ces situations complexes ainsi que la réémergence des États-Unis en tant que puissance énergétique mondiale et la nouvelle politique extérieure de l'administration Trump ont modifié la dynamique de cette relation. Bien que les États-Unis restent le principal prestataire extérieur de sécurité dans la région, leurs priorités ont également changé. Si l'Arabie saoudite et les EAU se sont félicités de la ligne dure adoptée par l'administration Trump face à l'Iran, des incertitudes persistent ; aussi, la politique des États-Unis relative au Golfe semble s'être écartée de celle de ses Alliés européens, en particulier les questions touchant à l'accord nucléaire iranien. Simultanément, les monarchies du Golfe se montrent de plus en plus enclines à prendre en mains elles-mêmes les questions de sécurité. Les résultats sont

franchement mitigés, comme en atteste la gestion du conflit au Yémen. Il est donc crucial pour les pays occidentaux de rester engagés dans cette région vitale et que cet engagement soit structuré afin de l'aider à construire un ordre plus pacifique, plus coopératif et plus sûr. Cela exige néanmoins que les États-Unis et l'Europe soient sur la même longueur d'onde, ce qui est devenu délicat depuis le différend sur l'accord nucléaire iranien.

84. Les Alliés occidentaux doivent manifestement travailler à l'élaboration d'une position commune sur l'Iran et plus précisément sur les modalités d'action concernant l'accord sur le nucléaire iranien. Le retrait de l'administration Trump du JCPOA a infligé un sérieux revers à ceux qui y voyaient non seulement un moyen de contrecarrer les ambitions nucléaires de l'Iran, mais aussi une voie ouverte au dialogue avec les factions plus modérées des autorités de Téhéran. Des gouvernements européens ont fait valoir qu'un engagement économique vis-à-vis de l'Iran aiderait vraisemblablement lesdites factions à agir en faveur de l'instauration de rapports constructifs avec le reste du monde, tandis que, de l'avis de l'administration Trump, d'Israël et des pays du Golfe, un tel engagement ne servirait qu'à financer les menées agressives de l'Iran. Il est malaisé d'ajuster ces deux avis et il convient de noter qu'en l'occurrence, les États-Unis sont beaucoup plus proches de leurs alliés du Golfe que de leurs alliés européens sur cette question. À ce stade, la perspective d'un nouvel accord semble éloignée, tandis que les tensions entre Washington et ses alliés européens autour de la question ont pris une dimension préoccupante. Si des entreprises européennes étaient prises à partie pour avoir violé l'embargo américain, ces tensions pourraient encore s'exacerber.

85. L'OTAN devrait instaurer des relations plus étroites avec les pays participant à l'Initiative de coopération d'Istanbul, ainsi qu'avec l'Arabie saoudite et le sultanat d'Oman. Le dialogue avec l'Arabie saoudite s'est intensifié ces dernières années et le potentiel est là pour une coopération fructueuse. Les relations bilatérales sont bien entendu également importantes. Mis à part les États-Unis, des pays de l'Alliance comme le Royaume-Uni, la Turquie et la France jouent également un rôle majeur dans la région du Golfe et œuvrent à y renforcer la sécurité. Ce travail d'envergure qui se trouve consolidé par de solides relations économiques, doit se poursuivre. Mais les pays de l'Alliance devraient davantage coopérer entre eux.

86. Les Alliés devraient accorder la priorité au règlement du différend entre le Qatar et ses partenaires du CCG. Ce différend nuit à la solidarité et à la sécurité régionales, sans compter qu'il a de lourdes répercussions humanitaires et économiques.

87. Les États-Unis ont un rôle clé à jouer dans le Golfe, étant donné qu'ils entretiennent de solides relations avec toutes les parties, qu'ils représentent la première puissance militaire dans la région et qu'ils sont bien placés pour servir de médiateur. Au sein du CCG, le Koweït peut lui aussi jouer un rôle de médiateur utile, même s'il ne pèse manifestement pas le même poids qu'un pays comme les États-Unis. Si le CCG reste aussi profondément divisé, il ne sera pas vraiment en position d'élaborer des approches communes vis-à-vis de l'Iran ou de lancer des initiatives de réformes communes. Décréter un embargo économique sur un autre pays membre du CCG exige un tribut économique de toutes les parties et amoindrit les chances d'une intégration économique régionale plus poussée. Il ne faut pas permettre que cette crise progresse davantage.

88. À divers degrés, les pays du Golfe ont fort à faire pour améliorer la situation sur le plan des droits humains. Une large part de la population se voit refuser l'exercice de ses libertés fondamentales, les arrestations arbitraires sont monnaie courante, la question des droits de la femme reste problématique en dépit de quelques progrès réalisés dans certains de ces pays et l'exploitation massive des travailleurs immigrés se poursuit, même si l'on a également constaté des améliorations dans ce domaine. Les progrès enregistrés dans tel ou tel secteur sont partiellement dus au fait que la communauté internationale n'a jamais rayé ces questions de l'ordre du jour diplomatique ; elle devrait d'ailleurs poursuivre dans cette voie. À long terme, la stabilité dans la région dépendra en partie de la généralisation des mécanismes de défense des droits humains.

89. Une médiation extérieure est également nécessaire pour mettre fin à la crise au Yémen. Ce conflit n'a fait qu'empirer ces derniers mois et la situation humanitaire s'est transformée en tragédie aux proportions sans précédent. Par ailleurs, cette guerre menace de diviser davantage le CCG, étant donné que les EAU et l'Arabie saoudite semblent de plus en plus nourrir des ambitions contraires. Il ne sera pas facile de mettre un terme à cette violence et les enjeux augmentent. Un effort international ciblé est devenu capital. Pour sa part, l'AP-OTAN devrait poursuivre les contacts engagés avec les gouvernements, les responsables et la société civile de la région autour de ces questions et des nombreux défis sécuritaires et diplomatiques auxquels sont confrontés les membres de l'OTAN et les pays du Golfe. Une multiplication de tels contacts améliorera la compréhension mutuelle et la confiance, tout en ouvrant la voie à un dialogue vital consacré à ces sujets.

BIBLIOGRAPHIE

- Al Jazeera, "Turkey sends more troops to Qatar" 27 décembre 2017, <http://www.aljazeera.com/news/2017/12/171227051912500.html>
- Al Jazeera, "More than 1,000 Saudi Troops killed in Yemen since war began," 28 mai 2018, <https://www.aljazeera.com/news/2018/05/1-000-saudi-troops-killed-yemen-war-began-180528174808387.html>
- Alvargonzález, Alejandro, NATO Assistant Secretary General for Political Affairs and Security Policy, "Remarks at the inauguration ceremony of the NATO Strategic Direction South Hub," JFC Naples, 5 septembre 2017, https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_146647.htm?selectedLocale=en
- Amnesty International, "Gulf crisis: Six months on, Families still bearing brunt of Qatar Political Dispute," 14 décembre 2017, <https://www.amnestyusa.org/press-releases/gulf-crisis-six-months-on-families-still-bearing-brunt-of-qatar-political-dispute/>
- AP-OTAN, [rapport de la visite à Abu Dhabi, janvier 2018](#)
- AP-OTAN, [rapport de la visite à Doha \(Qatar\), du 13 au 15 mars 2018](#)
- Blinken, Antony, "Trump Alienates America's Allies and hands Iran a Victory," The New York Times, 13 octobre 2017 <https://www.nytimes.com/2017/10/13/opinion/trump-false-narrative-iran.html>
- Bild, Carl, "How Donald Trump is making thing worse in the Middle East," The Washington Post, 15 novembre 2018.
- Bowen, Andrew, "A Fractured Gulf: US Policy going forward," American Enterprise Institute, septembre 2017, <http://www.aei.org/publication/a-fractured-gulf-us-policy-going-forward/>
- Chazan, Guy et al. "Germany and France courts Putin over Iran nuclear pact, Financial Times, 20 mai 2018
- CIA World Factbook, "United Arab Emirates: Country Information and Overview," 2017.
- Council on Foreign Relations, Global Conflict Tracker, 29 mai 2018, https://www.cfr.org/interactives/global-conflict-tracker?cid=ppc-Google-grant-conflict_tracker-031116&gclid=CjwKEAiAj7TCBRCp2Z22ue-zrj4SJACG7SBEH9uE_raTezclufDr28x3vGe1FFIO2Y7kt4ui1PzWKxoCO5Tw_wcB#!/conflict/war-in-yemen
- Davenport, Kelsey, Understanding the U.S. Compliance Certification and Why it Matters to the Iran "Nuclear Deal," Arms Control Association, 29 août 2017, <https://www.armscontrol.org/blog/2017-08-29/understanding-us-compliance-certification-why-matters-iran-nuclear-deal>
- Edros Faisal, "How did Yemen's Houthi-Saleh Alliance Collapse?" Al Jazeera, 4 décembre 2017.
- Esfandiary, Dina, Ariane M. Tabatabai, "The Gulf Widens: The Roots of the Regional Spat With Qatar," Foreign Affairs, 6 juin 2017.
- Gambrell, Jon, "UAE, Saudi Arabia Forming new Group, Separate From GCC," Washington Post 5 décembre 2017.
- Gardner, David, "Iran and Saudi Arabia on the Brink of a Proxy War over Lebanon," The Financial Times, 1^{er} novembre 2017.
- Goujon, Reva, "Trump's Arab NATO Vision is a desert mirage," Stratfor, 31 mai 2017.
- Hager, Emily B. and Mark Mazzetti, "Emirates Secretly Sends Colombian Mercenaries to Yemen Fight," The New York Times, 25 novembre 2015, <https://www.nytimes.com/2015/11/26/world/middleeast/emirates-secretly-sends-colombian-mercenaries-to-fight-in-yemen.html>
- Henderson, Simon "Pompeo says 'enough' to Gulf royals' rift with Qatar," The Hill, 30 avril 2018, <http://thehill.com/opinion/international/385435-pompeo-says-enough-to-gulf-royals-rift-with-qatar>
- Human Right Watch, Bahrain, <https://www.hrw.org/middle-east/n-africa/bahrain>
- Human Rights Watch, Kuwait, <https://www.hrw.org/middle-east/n-africa/kuwait>
- Human Rights Watch, Saudi Arabia, <https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/saudi-arabia>

- Human Rights Watch, United Arab Emirates, <https://www.hrw.org/middle-east/n-africa/united-arab-emirates>
- Human Rights Watch, Qatar, <https://www.hrw.org/middle-east/n-africa/qatar>
- Khashan, Hilal, "The Hidden Gulf Between the GCC's Biggest Powers," Stratfor, 13 juin 2017.
- Koch, Christopher, "Benefits of Strategic NATO-CC Relations," Gulf News, 3 octobre 2016 <http://gulfnews.com/opinion/thinkers/benefits-of-strategic-nato-gcc-relations-1.1906200>
- Krauss, Clifford, "Oil Boom gives the U.S. a new edge in Energy and Diplomacy," The New York Times, 28 janvier 2018 <https://www.nytimes.com/2018/01/28/business/energy-environment/oil-boom.html?hp&action=click&pgtype=Homepage&clickSource=story-heading&module=first-column-region®ion=top-news&WT.nav=top-news>
- Landler, Mark, "Trump takes credit for Saudi Move against Qatar, a U.S. Military Partner," The New York Times, 6 juin 2017.
- Miller, Aaron David and Richard Sokolsky, "Don't Mind the Gulf: Why the U.S. Should Just Stay Out of the Qatar Crisis," Foreign Affairs, 24 juillet 2017.
- Nichols, Michelle, "U.N. blacklists Saudi led coalition for killing children in Yemen," Reuters 5 October 2017, <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security-saudi-un/u-n-blacklists-saudi-led-coalition-for-killing-children-in-yemen-idUSKBN1CA2NI>
- OTAN (site internet), "l'Initiative de coopération d'Istanbul" 18 novembre 2011. https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_58787.htm?selectedLocale=fr
- Reidel, Bruce, "Why the Saudis would cheer the de-certification of the Iran deal," Brookings, 11 octobre 2017 <https://www.brookings.edu/blog/markaz/2017/10/11/why-the-saudis-would-cheer-the-de-certification-of-the-iran-deal/>
- Reuters, "Saudi Arabia says backs U.S. decision to withdraw from Iran nuclear deal," 8 mai, 2018, <https://www.reuters.com/article/us-iran-nuclear-gulf/saudi-arabia-says-backs-u-s-decision-to-withdraw-from-iran-nuclear-deal-idUSKBN1I92SH>
- Roberts, David B, "A Dustup in the Gulf: The Meaning of the Intra-monarchy Spat," Foreign Affairs 13 juin 2017.
- Rogin, Josh, "Trump to unveil plans for an "Arab NATO" in Saudi Arabia, Washington Post, 17 mai 2017, https://www.washingtonpost.com/news/josh-rogin/wp/2017/05/17/trump-to-unveil-plans-for-an-arab-nato-in-saudi-arabia/?utm_term=.e6ef756394d0
- Sajjanhar, Ashok, "The Qatar crisis and India," The Hans India, 27 juin 2017 <http://www.thehansindia.com/posts/index/News-Analysis/2017-06-27/The-Qatar-crisis--India/308917>
- Sanchez, Raf, "Saudi Arabia's Crown Prince promises to lead his country back to moderate Islam," The Telegraph, 24 octobre 2017 <http://www.telegraph.co.uk/news/2017/10/24/saudi-prince-promises-lead-country-back-moderate-islam/>
- Sanchez, Raf, "Yemen's government prepares to flee as UAE backed separatists seize control in Aden," The Telegraph, 30 janvier 2018, <http://www.telegraph.co.uk/news/2018/01/30/yemens-government-prepares-flee-uae-backed-separatists-seize/>
- Sarjoe, Kay Armin, "Trump's Gaffe about the Arabian Gulf enraged Iran more than his strategy," Time 15 octobre 2017, <http://time.com/4983604/donald-trump-iran-deal-tehran-decertify/>
- Slav, Irina, "oil prices rebound as crude Inventories Shrink," Oilprice.com, 31 mai 2018, <https://oilprice.com/Energy/Crude-Oil/Oil-Prices-Rebound-As-Crude-Inventories-Shrink.html>
- Solomon, Erica, "The \$1 billion hostage deal that outraged Qatar's Gulf Rivals," Financial Times, 5 juin 2017 <https://www.ft.com/content/dd033082-49e9-11e7-a3f4-c742b9791d43>.
- Shugerman, Emily, "Iran nuclear deal: EU condemns Donald Trump's decision to decertify agreement," 13 octobre 2017 <http://www.independent.co.uk/news/world/politics/iran-nuclear-deal-trump-eu-federica-mogherini-netanyahu-israel-a7999556.html>
- Stratfor, "The UAE's Ulterior Motives in Yemen," 20 novembre 2017.
- The Hill, "Tillerson: US, European allies working on Iran Nuclear Deal," 27 janvier 2018 <http://thehill.com/homenews/administration/371045-tillerson-us-european-allies-working-on-iran-nuclear-deal>
- Ulrichsen, Kristian Coates, "Walking the Tightrope in Kuwaiti-Iranian Relations," Fair Observer 25 août 2017

https://www.fairobserver.com/region/middle_east_north_africa/kuwaiti-iranian-gulf-news-arab-middle-east-politics-world-latest-97100/

Wahba, Marcelle M. "The Role of the gulf Arab States in a Transforming Middle East," The Arab Gulf States Institute in Washington, 29 septembre 2017, <http://www.agsiw.org/role-gulf-arab-states-transforming-middle-east/>

Wintour, Patrick, "Qatar given 10 days to meet 13 sweeping demands by Saudi Arabia," The Guardian 23 juin 2017 <https://www.theguardian.com/world/2017/jun/23/close-al-jazeera-saudi-arabia-issues-qatar-with-13-demands-to-end-blockade>

Zakheim, Dov, "Jared Kushner, Mohammed bin Salman and Benjamin Netanyahu are up to something," Foreign Policy, 7 novembre 2017 <http://foreignpolicy.com/2017/11/07/jared-kushner-mohammed-bin-salman-and-benjamin-netanyahu-are-up-to-something/>
